



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

CADRE D'ANALYSE DE LA SÉCURITÉ HUMAINE DE LA CEDEAO (HSAF)

2020

Ce Cadre d'analyse a été rédigé avec le soutien de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) dans le cadre du programme REWARD (Réagir aux données d'alerte précoce et de réponse en Afrique)

Table des matières

Acronymes et Abréviations	3
Terminologie et définitions conceptuelles	4
Introduction	9
Logique du HSAF : Sécurité humaine, instabilité et conflit	12
Liens avec l'établissement de rapports	14
Processus et outils d'analyse du HSAF	16
Etape 1 : Décrire le contexte de la sécurité humaine	16
Etape 2 : Identifier les forces motrices et tendances	21
Etape 3 : Identifier les acteurs clés, les ressources, les motivations	24
Etape 4 : Elaborer des scénarios	26
Etape 5 : Elaborer des options de réponses	28
Modèles de fiche de travail	32
Annexes	378
Annexe A – Liste de vérification pour l'intégration d'une perspective sensible aux genres	39
Annexe B – Outils additionnels pour l'analyse de la sécurité humaine	413
Annexe C – Exemple de documents d'information relatifs au HSAF : La transhumance au Nigéria et les élections de 2019	48
Conclusion	58

Acronymes et abréviations

ACLED	Projet de localisation des événements et des conflits armés
ALPC	Armes légères et de petit calibre
AP	Alerte précoce
ARM	Acteurs, ressources et motivations
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CNCMR	Centres nationaux pour la coordination des mécanismes de réponse
CPC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
ERV	Évaluation des risques et des vulnérabilités pays
EWD	Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO
HSAF	Cadre d'analyse de la sécurité humaine
INEC	Commission électorale nationale indépendante
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
REWARD	Réagir aux données d'alerte précoce et de réponse en Afrique de l'Ouest
SIG	Système d'information géographique
STEEP	Facteur social, technologique, environnemental, économique, politique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Terminologie et définitions conceptuelles

« **Postulats** correspondent à des déductions faites sur la crise en cours, présumées vraies, en l'absence de faits vérifiables.

« **Conflit** » se définit comme la condition naturelle dans laquelle des individus et des groupes cherchent à promouvoir leurs intérêts. Le conflit ne devient grave que lorsqu'il dépasse la capacité des institutions sociales, économiques et politiques à gérer des intérêts divergents. Conformément au Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), « le conflit désigne les contradictions inhérentes aux relations de pouvoir et qui se manifestent dans les interactions des individus et des groupes les uns avec les autres ainsi qu'avec la nature dans la quête de ressources ou d'opportunités limitées. Moteur de transformation, le conflit est soit positif soit négatif. Il peut être transformé de manière créative pour garantir l'équité, le progrès et l'harmonie ; ou être transformé de manière destructrice pour engendrer une profonde insécurité » (Source : CPCC).

« **Crise** » se définit comme une série d'événements qui dépasse la capacité des institutions sociales, économiques et politiques à gérer les conflits et la concurrence qui surviennent naturellement. Ces situations de crises peuvent survenir au niveau de tous les piliers de la sécurité humaine et sont susceptibles de s'exacerber et/ou de se propager si elles ne sont pas adressées.

« **Violence culturelle** » fait référence à la manière dont les symboles et discours façonnent les attitudes prédominantes adoptées par des acteurs clés à l'égard des problèmes particuliers. Ces sources culturelles d'interprétation peuvent servir à légitimer la violence directe et structurelle.

« **Violence directe** » fait référence aux menaces et actes physiques, allant de la violence politique à la violence criminelle, qui menacent les individus et les communautés. Le postulat clé tient au fait que toute violence directe repose sur des facteurs structurels et culturels plus étendus et indirects. Ces facteurs structurels et culturels indirects se manifestent souvent à travers les piliers de la sécurité humaine.

« **Force motrice** » se définit comme tout facteur externe susceptible de façonner le défi en question lié à la sécurité humaine. Dans la planification de scénarios standard, les analystes explorent de vastes catégories en vue d'identifier les forces motrices potentielles, qui sont d'ordre : social, technologique, environnementale, économique, politique (STEEP). Au nombre des exemples de forces motrices, figurent les facteurs démographiques tels que la migration et l'accroissement démographique de la population jeune, les changements de lois et de réglementations affectant la propriété foncière et l'accès aux ressources, l'activité sur les marchés qui bouleverse le cours des produits de base importants et la sécurité alimentaire, les nouvelles technologies qui facilitent la mobilisation des partisans (c'est-à-dire, les téléphones portables, les réseaux sociaux,

etc.), les nouveaux modèles d'emploi qui affectent les moyens de subsistance et les recettes fiscales, et les contraintes en matière de ressources telles que les changements intervenus dans le secteur de la pêche ou de l'agriculture qui affectent les besoins de base. La combinaison de ces forces motrices produit des tendances (Source : OCDE). Telles qu'utilisées dans le Cadre d'analyse de la sécurité humaine (HSAF), les forces motrices constituent les plus importants facteurs qui façonnent vos déductions sur les relations de cause à effet en jeu dans un environnement donné.

« **Boucle de rétroaction** » fait référence à une chaîne de relation causale dans laquelle le résultat d'une série d'interactions engendre une nouvelle contribution. Les boucles de rétroaction positive ont tendance à entraîner des hausses ou baisses importantes (c'est-à-dire que le succès engendre le succès, l'échec perpétue l'échec). Inversement, une boucle de rétroaction négative (c'est-à-dire d'équilibrage) décrit une situation dans laquelle le résultat d'une chaîne de relation causale tend à réduire le résultat initial. Il vaut mieux considérer les boucles de rétroaction comme étant des accélérateurs. Selon le CPCC, un accélérateur est un événement de rétroaction qui peut exacerber un facteur structurel tel que l'effondrement des systèmes éducatifs, les appareils sécuritaires répressifs et la réduction des libertés, la corruption, la discrimination religieuse/ethnique et la pauvreté (Source : CPCC).

« **Perspective sensible au genre** » équivaut à un outil fondamental pour la mise en œuvre de l'intégration du genre dans l'alerte précoce à tout moment et à tous les niveaux. Cela signifie que l'on doit réfléchir à la manière dont les normes, rôles, relations, structures et autres facteurs liés au genre ont un impact ou une incidence sur un(e) question, problème ou événement particulier. (Source : Intégration du genre dans l'alerte précoce : Manuel de la CEDEAO sur le genre à l'intention des praticiens).

« **Sécurité humaine** » renvoie au fait de considérer le développement humain et la sécurité humaine comme transcendant les approches restrictives qui mettent exclusivement l'accent sur la violence physique. Une approche de la sécurité humaine va au-delà des menaces immédiates à la sécurité physique afin d'examiner les besoins fondamentaux et les moyens de subsistance liés à l'accès économique, à l'alimentation, aux considérations environnementales et à la santé. Dans le HSAF, la sécurité humaine compte cinq piliers : 1) la Gouvernance ; 2) la Sécurité ; 3) l'Environnement ; 4) le Crime et la Criminalité ; et 5) la Santé. Une hypothèse fondamentale veut que l'insécurité humaine soit due à la transformation négative des facteurs structurels par l'exacerbation des accélérateurs de conflits. La dégénérescence d'un conflit en violence ouverte est parfois provoquée par des déclencheurs (Sources : PNUD, CPCC).

« **Question liée à la sécurité humaine** » se définit comme la façon dont les acteurs clés définissent les événements. Le postulat est qu'aucun événement n'est neutre. Chaque acteur dispose d'un ensemble particulier de facteurs contextuels et a une compréhension historique qui façonne sa perception des événements sur le terrain. Les questions de sécurité humaine sont étroitement liées aux attitudes, qui décrivent l'ensemble des

comportements préférés d'un acteur en fonction d'un problème donné, en matière de gouvernance, de sécurité, de criminalité, de santé et d'environnement.

« **Hypothèses** » sont des explications proposées sur les causes des tendances observées. Les analystes peuvent vérifier les hypothèses en recueillant des données additionnelles sur ce qui soutient la relation causale postulée, soumise à examen dans le cadre de leur recherche, ou s'y oppose.

« **Niveaux d'analyse** » se définissent comme les différents niveaux politiques auxquels les acteurs du conflit opèrent. Dans le contexte du HSAF, chaque conflit a potentiellement un contexte local, infranational, national, régional et international.

« **Ressources et moyens** » se définissent comme tout élément matériel ou non matériel que les acteurs clés utilisent pour mobiliser le soutien en faveur de leur position. Ces ressources et moyens peuvent être basés sur l'argent, les produits de base ou d'autres ressources matérielles ou être fonction de normes et d'idées persistantes, de l'affiliation politique, de la force militaire et des liens ethnolinguistiques. Face à une question donnée, les acteurs adoptent une attitude particulière et emploient des ressources et moyens visant à influencer les événements sur le terrain, ce qui conduit parfois à une extension du conflit.

« **Résilience** » se définit comme tout facteur social/institutionnel ayant le potentiel d'aider à atténuer ou gérer les risques et vulnérabilités. Il s'agit de dirigeants politiques, culturels et communautaires disposant d'un capital social important pour influencer la dynamique des conflits de manière constructive, notamment le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Parmi les facteurs de résilience, l'on compte les institutions/individus qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme (Source : Cadre de l'ERVP, USAID).

« **Risque** » se définit comme tout facteur incité par un événement qui a le potentiel de déclencher un conflit. Les facteurs de risque émanent en général des vulnérabilités structurelles ou sont exacerbés par celles-ci et peuvent intégrer des controverses spécifiques ou événements tels que des catastrophes naturelles ou causées par l'homme, des protestations ou des violences électorales, susceptibles de se produire (Source : Cadre de l'ERVP, USAID REWARD).

« **Scénario** » se définit comme une description causale de la façon dont les tendances antérieures et l'interaction actuelle entre les acteurs clés, en fonction des problèmes, attitudes et ressources/moyens, évoluent à court, moyen ou long terme. En effet, un scénario évoque la façon dont une séquence d'événements façonne l'avenir. Ces descriptions de l'avenir sont utilisées pour planifier les réponses possibles et identifier les besoins d'informations additionnelles à l'appui de la politique (Source : OCDE). Il importe de noter que ce ne sont pas tous les produits d'alerte précoce qui nécessitent une section

explicite comportant le meilleur, le plus probable et le pire scénario possible. Toutefois, chacun devrait examiner de manière implicite ou explicite comment la question de sécurité humaine pourrait évoluer et quel pourrait être le risque futur.

« **Parties prenantes** » se définissent comme des individus et/ou des groupes capables d'influer sur les événements de manière positive ou négative. Souvent identifiés grâce à l'analyse des parties prenantes, ces acteurs clés voient les événements sous le prisme d'un problème particulier et, par conséquent, maintiennent les uns envers les autres les attitudes prédominantes, ainsi que les éventuelles actions à mener par les parties prenantes. Dans une situation de conflit, les attitudes des acteurs conduisent souvent à une polarisation et créent une dynamique intra-groupe/extra-groupe dans laquelle les groupes deviennent plus soudés et récalcitrants face aux autres parties. Dans l'analyse des conflits, il existe des parties principales (celles qui sont directement impliquées dans le conflit), des parties secondaires (celles qui soutiennent les parties principales) et des parties tierces (les acteurs qui sont en dehors du conflit et qui aident les parties principales à le résoudre).

« **Facteurs structurels** » Selon le CPCC, « les facteurs structurels occultent la violence latente (indirecte), c'est-à-dire les préjudices infligés à l'individu ou au groupe et qui sont enracinés dans la structure de nos sociétés, tels que les sources de l'analphabétisme et de l'incapacité à compter, le chômage et la dégradation de l'environnement. Leur éventuelle dégénérescence en violence directe est fonction du mode et de l'orientation des interactions entre les individus, bien comme, leur interaction avec la nature en vue de les transformer. À titre d'exemple, un régime répressif pourrait créer l'insécurité pour se protéger, réprimer le mouvement ouvrier, museler la presse, emprisonner les figures de l'opposition et bourrer un registre d'électeurs au moyen de doublons et de noms fictifs, et ce, rien que pour s'accrocher au pouvoir. Toutes ces pratiques accélèrent la transformation négative des facteurs structurels et poussent la société vers la violence directe (Source : CPCC) ». Ces « facteurs structurels font référence aux variables systémiques conditionnées par des décennies et des siècles d'interactions concernant les relations de pouvoir externes, régionales et internes (gouvernance mondiale et locale) ; les lignes de clivage dans l'architecture de l'État africain postcolonial ; et la vulnérabilité du continent aux aléas des processus mondiaux et de la nature, comme la position désavantageuse de la région sur le marché mondial et la dégradation de l'environnement. Les causes profondes des conflits violents, telles que la pauvreté, l'exclusion, les inégalités entre les sexes et les inégalités politiques/économiques, sont imputables à ces fractures mondiales et locales. Elles ont toujours constitué une bombe à retardement dans les processus de gouvernance en Afrique de l'Ouest, étant la principale source de violence latente et indirecte » (Source : CPCC). La solution consiste à identifier non seulement les structures, mais également la manière dont elles façonnent le comportement des acteurs clés, en tant qu'agents, dont les actions influencent la tendance et le potentiel dans le système de conflit.

« **Tendances** » se définissent comme des modèles plus vastes d'événements produits par l'interaction des forces motrices. Dans une situation de conflit, une tendance pourrait exacerber les tensions ou créer des opportunités en vue de les réduire. L'analyse des tendances implique un examen de la façon dont un élément catalyseur potentiel du changement évolue au fil du temps et façonne les futurs potentiels (Source : OCDE). Telles qu'utilisées dans le HSAF, les analystes combinent les forces motrices pour visualiser et décrire les tendances plus grandes. Ces tendances aident l'analyste à élaborer des scénarios sur les futurs alternatifs.

« **Déclencheurs** » se définissent comme un événement soudain ayant des effets catalyseurs sur les facteurs structurels existants et les boucles de rétroaction (c'est-à-dire les accélérateurs). Les déclencheurs sont des variables d'intervention qui font éclater un conflit naissant, à l'image d'une allumette qui peut provoquer la combustion du bois. L'activation d'événements qui mettent en branle les déclencheurs de la sécurité humaine, peut conduire à de violents conflits qui, s'ils ne sont pas maîtrisés, déboucheront sur une violence politique plus importante et l'effondrement des institutions et de l'ordre (Source: CPCC).

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un catalyseur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, l'inégalité, le climat, le clientélisme, les facteurs démographiques, etc. (Source : Cadre de l'ERVP, CEDEAO).

Introduction

Le cadre d'analyse de la sécurité humaine (HSAF) de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) rapproche l'établissement de rapports diagnostiques d'alerte précoce et l'analyse pronostic des nouveaux défis de sécurité humaine dans toute la région. Ce cadre aide les analystes à s'adresser aux planificateurs et décideurs, en traduisant leurs estimations initiales des événements en cours de déroulement en scénarios qui décrivent un ensemble d'opportunités et de risques inhérents à ces événements. Le processus du HSAF, détaillé dans le présent document, est visualisé ci-dessous, passant de la collecte et de l'évaluation des données à l'analyse, puis à la communication efficace des conclusions et scénarios afin d'éclairer une réponse précoce.

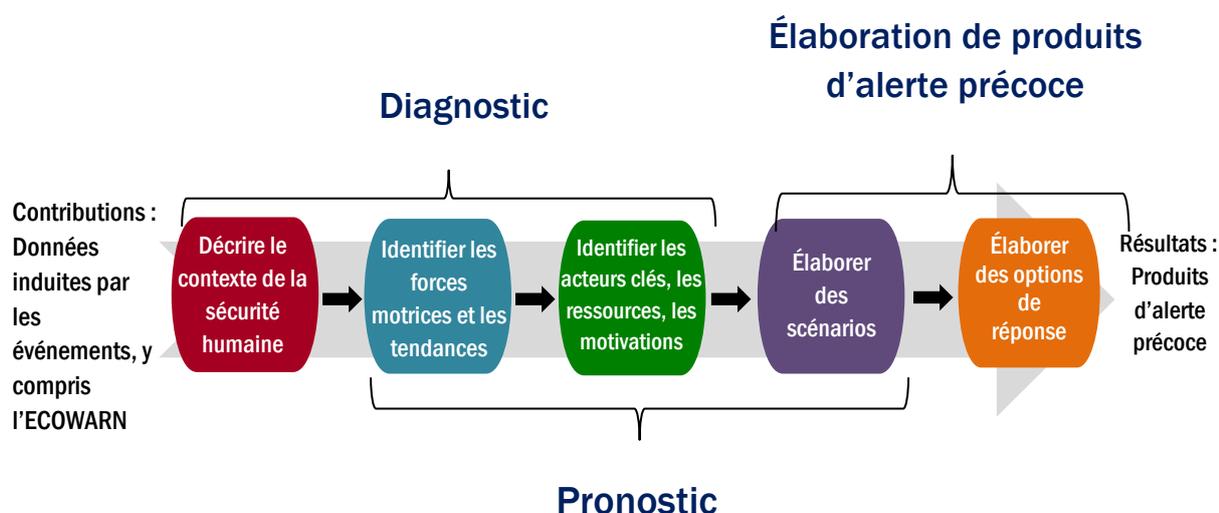


Figure 1. Processus du HSAF

Au cœur du HSAF se trouve une méthodologie d'analyse conçue pour aider les analystes à identifier les facteurs structurels à l'origine des défis de sécurité humaine dans tous les États membres de la CEDEAO. Ces facteurs façonnent les attitudes que les acteurs clés adoptent et, par conséquent, influencent leur comportement lorsqu'ils mobilisent des ressources et adoptent des positions incompatibles avec celles des autres parties prenantes. Cette combinaison de structure et d'action définit le conflit dans un système de sécurité humaine, en cartographiant l'ensemble des moyens possibles sous tendant l'évolution probable des questions de sécurité humaine en une crise grave. Si un analyste peut décrire ce contexte, il peut en déduire les forces motrices et les tendances susceptibles d'influencer les stratégies adoptées par les acteurs clés. Le HSAF aide les analystes à cerner les questions émergentes de cette manière, en les aidant à produire le type de rapports pronostiques dont les dirigeants ont besoin pour évaluer les défis de sécurité humaine et élaborer des stratégies d'intervention.

Reconnaissant la nature dynamique de la sécurité humaine, le HSAF est conçu pour être flexible et évolutif. Il peut être utilisé dans le cadre d'efforts d'analyse allant du suivi régulier des conflits au déroulement des crises, en passant par des études spéciales qui

débouchent sur des résultats d'alerte précoce tels que des documents d'orientation et des rapports mensuels sous tendant les décisions en matière de politiques, la planification et la mise en œuvre de la réponse. En tant que tel, le HSAF vient en complément aux programmes existants de collecte et de communication de données au sein de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD). Le cadre a recours aux données d'alerte précoce existantes ainsi qu'aux études documentaires, aux analyses des parties prenantes et à d'autres meilleures pratiques en matière d'analyse des conflits pour accorder aux analystes une certaine flexibilité dans la visualisation et la description des défis de sécurité humaine dans toute la région. La méthodologie du HSAF soutient également l'application d'une perspective sensible aux genres conforme aux meilleures pratiques telles qu'énoncées dans le Manuel de la CEDEAO sur l'intégration du genre dans l'alerte précoce: Un manuel à l'intention des praticiens (février 2018). Une Liste de vérification en vue de l'intégration du genre dans l'alerte précoce, extraite dudit manuel, est jointe en annexe au présent document. Les analystes sont invités à se référer à la fois à la liste de vérification et au manuel complet pour obtenir de plus amples renseignements sur l'intégration du genre dans leurs analyses.

Le Centre régional d'observation et de suivi de la paix et de la sécurité de la CEDEAO, connu sous le nom de « Système d'alerte précoce », tire son mandat de l'Article 58f du Traité révisé de 1993 qui énonce la création dudit Système. Le Chapitre IV du Protocole de 1999 relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité exprime les dispositions du Traité en définissant un cadre pour le Système et en soulignant son objectif de prévention des conflits.

Plus précisément, l'Article 23 du Protocole précise que « le Centre d'observation et de suivi est chargé de la collecte et de l'analyse des données ainsi que de la préparation des rapports destinés au Président de la Commission ».

Lors de sa 37^e Session ordinaire qui s'est tenue à Abuja le 14 décembre 2016, le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO a adopté la mise en œuvre du Mécanisme national d'alerte précoce et de réponse dans les États membres et a recommandé l'élargissement de la portée du Système d'alerte précoce afin de couvrir des grands aspects de la sécurité humaine.

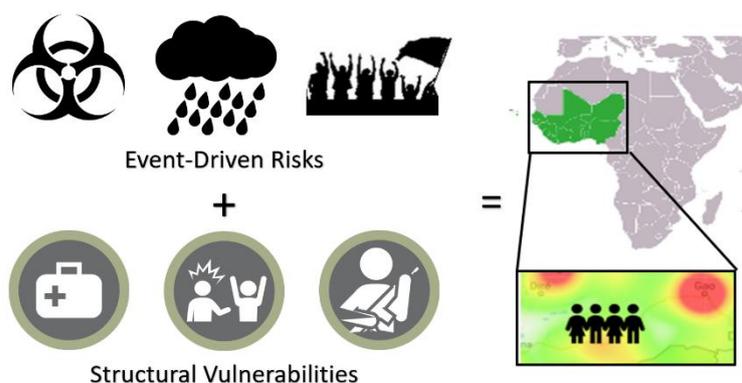
La vision de la Direction de l'alerte précoce est de mettre en place un système d'alerte précoce totalement intégré et fonctionnel, fournissant à la Commission et aux États membres de la CEDEAO des rapports et analyses en temps opportun en vue de permettre la formulation de réponses efficaces aux fins de la prévention et de l'atténuation de l'insécurité humaine dans l'espace CEDEAO. Cette vision poursuit l'objectif stratégique de la Commission de la CEDEAO qui est de parvenir à une région sûre et en paix afin d'atteindre les objectifs de développement et d'intégration de la Communauté.

En facilitant l'évaluation par les analystes des risques, questions et événements émergents à travers le prisme de la sécurité humaine, le HSAF contribue à faire en sorte que les idées développées par les analystes dans le cadre du suivi des conflits soient liées

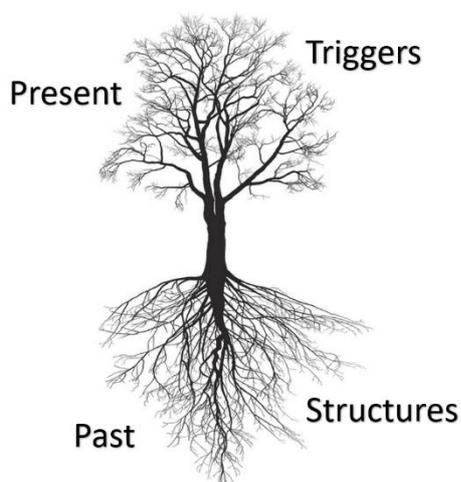
à la planification et à la mise en œuvre des interventions. Conformément au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de sécurité régionale de la CEDEAO (1999) (ci-après dénommé le Mécanisme) et au Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance (2001) qui facilitent les réponses précoces, le HSAF contribue à un système d'alerte précoce pleinement intégré et fonctionnel pour la CEDEAO et ses États membres qui favorise la détection précoce des défis de sécurité humaine à l'effet de fournir une réponse précoce et de prévenir les conflits ; ces mécanismes de réponse intègrent un large éventail d'interventions en matière de prévention des conflits et de sécurité humaine au sein de la CEDEAO, comme le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), ainsi que les divers instruments guidant l'opérationnalisation de l'Architecture de paix et de sécurité de la CEDEAO, notamment les Centres nationaux de coordination des mécanismes de réaction (NCCRM). Ainsi, le HSAF constitue une composante clé de la boîte à outils de l'Analyse conjointe et de la planification des réponses (JARP).

Logique du HSAF : Sécurité humaine, instabilité et conflit

Le HSAF de la CEDEAO aide les équipes d'analyse à décrire les défis de sécurité humaine de manière à soutenir la planification des réponses. Les questions de sécurité humaine peuvent poser des défis liés à la capacité de réponse des communautés et institutions locales et



régionales. Dans ces moments critiques, la capacité des communautés et institutions existantes à réagir de manière prompt et efficace peut se trouver submerger par de multiples défis, dont notamment des formes de violence directe, structurelle et culturelle. À titre d'exemple, les factions politiques locales au sein des États membres de la CEDEAO se livrent à une concurrence pour le pouvoir politique de manière pacifique par le biais de processus tels que les élections ainsi que les accords formels et informels de partage du pouvoir. Toutefois, lorsque cette compétition politique débouche sur de grandes protestations ou violences extrajudiciaires, une crise éclate. De même, les flambées de maladies infectieuses peuvent mettre en évidence le manque de préparation des communautés et mettre à mal la capacité des institutions de santé publique à y apporter une réponse, surtout si elles sont sous-financées en raison du ralentissement économique. **Une combinaison de déclencheurs à court terme et de risques liés aux événements interagit avec des facteurs structurels plus profonds pour provoquer l'insécurité humaine.** Si elle n'est pas maîtrisée, la situation qui en résulte risque de dégénérer en crises et en violence ainsi qu'en d'autres situations d'instabilité.



Ces exemples illustrent le fait que, à l'image d'un arbre, tout problème de sécurité humaine qui se pose dans le présent repose sur des problèmes plus profonds qui s'enracinent avec le temps. Les perturbations maritimes sont parfois liées aux conditions du marché et aux migrations, tout comme le stress climatique peut engendrer une série de problèmes en cascade allant de la traite des personnes aux litiges fonciers. L'insécurité alimentaire peut provoquer des protestations fondées sur des questions de sécurité humaine plus profondes liées aux factions politiques, à l'identité ethnolinguistique et même à l'héritage du

colonialisme. Les événements déclencheurs exacerbent les vulnérabilités structurelles sous-jacentes, créant des défis de sécurité humaine qui se manifestent sous forme de système. Ce système révèle comment les interdépendances entre les groupes, institutions, croyances dominantes et l'environnement peuvent produire des modèles de crise. Par conséquent, comprendre l'instabilité consiste à décrire comment les déclencheurs actuels interagissent avec des structures plus profondes, provoquant une insécurité humaine pour créer le contexte dans lequel les acteurs clés mobilisent des ressources et se livrent à une concurrence pour le pouvoir et l'influence.

Liens avec l'établissement de rapports

L'on peut recourir au HSAF pour soutenir la production de rapports thématiques et d'autres produits qui aident les analystes de la CEDEAO à visualiser et décrire les facteurs affectant la sécurité humaine dans la région de la CEDEAO et la façon dont ils pourraient évoluer à l'avenir. Cette approche s'appuie sur les méthodes de collecte de données et les formats de rapport existants de l'EWD pour soutenir l'analyse à plusieurs niveaux :

1. de prime à bord, le HSAF favorise la compréhension des questions de sécurité humaine, en aidant les analystes à intégrer les données existantes de l'ECOWARN (ainsi que les ensembles de données complémentaires) aux estimations analytiques ;
2. deuxièmement, le processus aide les analystes à mener une analyse des conflits émergents et à visualiser les événements (en tant que déclencheurs) et les changements observés dans l'analyse des données comme un système de conflit plus large.

Les forces motrices, tendances, modèles et boucles de rétroaction clés façonnent ce système et produisent des tendances identifiables et des états futurs potentiels. En aidant l'analyste à réfléchir à la manière dont les déclencheurs et tendances interagissent, le HSAF fournit un cadre permettant aux analystes de générer des scénarios spécifiant les opportunités et les risques qui pointent à l'horizon de manière à soutenir l'élaboration d'options de réponses soit par les décideurs soit par leurs représentants, tels qu'un groupe de travail multidisciplinaire entre les directions.

Le fait de situer les événements à court terme par rapport à des facteurs plus vastes permet à l'analyste d'élaborer des scénarios qui abordent à la fois les causes immédiates et structurelles de l'insécurité humaine dans toute l'Afrique de l'Ouest. Cette approche s'appuie sur la méthodologie quantitative/qualitative bien établie de l'évaluation

des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) de l'EWD afin d'aider les analystes à franchir cette étape et à décrire comment les conflits se développent pour devenir des crises de sécurité humaine graves. Cette analyse permet de s'assurer que l'alerte précoce devient plus pertinente, plus réalisable et plus ciblée, que le client soit les décideurs de la CEDEAO, le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) ou les Centres nationaux se trouvant au premier plan de la réponse.

Le HSAF est conçu pour formuler des recommandations induites par les scénarios. Ces scénarios permettent de visualiser les interactions complexes dans un système de conflit,

Situer les événements à court terme par rapport à des facteurs plus vastes :

Comment la hausse des cours des denrées alimentaires (c'est-à-dire un déclencheur) interagit-elle avec des tendances plus étendues telles que les modèles migratoires changeants, le changement climatique et l'urbanisation ?

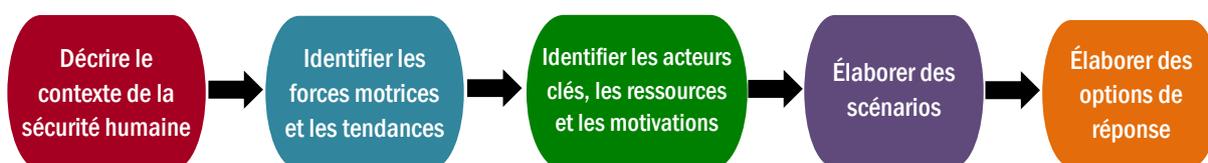
les tendances, et comment ces tendances plus grandes donnent lieu à des futurs alternatifs (c'est-à-dire le plus probable, le pire et le meilleur des scénarios). La description de ces futurs aide les décideurs à identifier les besoins d'informations additionnelles et à formuler des décisions d'intervention plus larges au niveau local, étatique, national et régional des analyses. Une fois que la CEDEAO intervient bel et bien pour empêcher l'exacerbation des problèmes de sécurité humaine, l'escalade d'un conflit et/ou la propagation d'une crise, le HSAF aide les dirigeants à assurer le suivi de l'efficacité des actions et à déterminer la meilleure façon d'assurer le retour à la stabilité aux niveaux de tous les piliers de la sécurité humaine. De cette façon, le HSAF soutient l'analyse tout le long du cycle des projets et cible les utilisateurs des produits d'alerte précoce à plusieurs niveaux, notamment la direction et les départements pertinents de la CEDEAO, ainsi que les intervenants nationaux et régionaux.

Par conséquent, en recourant au HSAF, les analystes :

- 1) aideront les décideurs à décider si une intervention est nécessaire ;
- 2) fourniront des informations visant à encadrer les décisions de planification, une fois l'intervention approuvée ;
- 3) fourniront un soutien analytique aux opérations une fois l'intervention approuvée et déployée ; et
- 4) assureront le suivi et évaluation de l'intervention en vue d'éclairer l'élaboration de stratégies visant à lever les obstacles au progrès ou à faire face aux tendances émergentes.

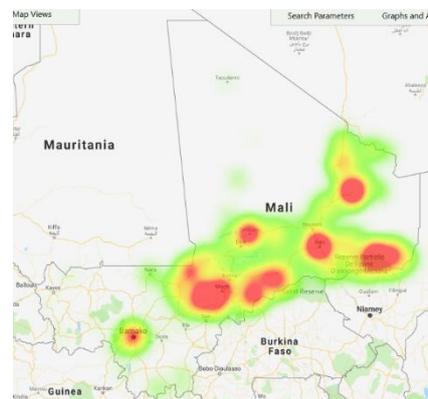
Processus et outils d'analyse du HSAF

Le HSAF utilise cinq étapes d'analyse pour aider les analystes à visualiser et décrire comment les vulnérabilités structurelles et contextuelles plus importantes façonnent les facteurs de risque induits par les événements et le comportement des acteurs clés. Ces étapes sont conçues pour être évolutives en fonction des données disponibles, de la boîte à outils de l'analyste et des techniques préférables, ainsi que du temps disponible. Par exemple, si un décideur demande un rapport sur l'insécurité alimentaire dans un État membre de la CEDEAO dans les quatre heures qui suivent, les analystes peuvent toujours suivre les cinq étapes dans un environnement marqué par des contraintes de temps.



Étape 1 : Décrire le contexte de la sécurité humaine

L'analyste devrait commencer par des observations empiriques. Sa première tâche consiste à décrire le problème immédiat en se fondant sur des données, dans la mesure où l'analyse doit être stimulée par des données. En collaboration avec toutes les divisions et unités au sein de la Direction de l'alerte précoce, l'analyste recueille les données auprès du **rapporteur d'ECOWARN** et conçoit des tableaux et graphiques en vue d'identifier les modèles, tendances et points



Exemple : Un analyste chargé de rédiger un rapport en urgence sur une crise de sécurité alimentaire émergente commence par identifier les zones confrontées à de graves pénuries ou à des difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires. Les analystes travaillent avec les données existantes et cartographient les zones touchées en se servant du système d'information géographique (SIG), en prenant soin de désagréger les données par sexe et autres caractéristiques démographiques. Ensuite, grâce à des études documentaires, ils déterminent si la crise de sécurité alimentaire est liée dans le temps et l'espace à d'autres événements tels que les sécheresses, les élections, les modèles migratoires changeants, les ralentissements économiques ou même les flambées de violence politique. Ils examinent comment différents groupes (ethniques, religieux, etc.) sont touchés et si les hommes, les femmes, les filles et les garçons de ces différents groupes sont touchés différemment par la situation. L'objectif de la première étape est d'identifier le problème de sécurité humaine qui se pose et de commencer à réfléchir au lien plus profond que celui-ci entretient avec les acteurs clés, les ressources et les vulnérabilités structurelles aux Étapes 2 et 3.

névralgiques à l'aide du Système d'information géographique (SIG) et d'autres outils et plateformes d'analyse. Plus précisément, et de manière significative, l'analyste commence par les faits : quelle est la nature de la question de sécurité humaine ? Comment est-elle corrélée aux événements récents ? etc. Sur la base de ces données de référence - essentiellement des faits observables - l'analyste élaborera des hypothèses sur ce qui pourrait être à l'origine du modèle, de la tendance ou du point névralgique. Ces hypothèses peuvent être spécifiques à un domaine thématique ou peuvent recouper les domaines thématiques. Afin de faire ces déductions, l'analyste devrait examiner les rapports antérieurs, notamment les ERVP, et faire des extrapolations à partir de ces dernières. En appliquant une perspective sensible aux genres, l'analyste intègre la façon dont le problème touche différemment les hommes, les femmes, les garçons et les filles.

Comme mentionné ci-dessus, l'analyste fait ensuite des déductions à partir des données de référence et énonce clairement une série d'hypothèses sur la manière dont ces événements déclencheurs sont liés à des vulnérabilités structurelles plus importantes, en utilisant le cadre de sécurité humaine. Ces hypothèses décrivent comment les questions de sécurité humaine sont liées à des dynamiques plus profondes d'où émergent des modèles prédominants de pressions structurelles et sociales qui se développent au fil du temps. Les hypothèses constituent le point de départ de l'élaboration de l'analyse plus approfondie et de la conception des scénarios à l'Étape 4 qui aident les décideurs à déterminer la meilleure façon de réagir face à la situation.

L'analyste devrait s'assurer qu'il dispose d'au moins **deux faits tirés des données de référence (par exemple, les points névralgiques et les tendances)**, assortis d'**hypothèses connexes pour chacun d'eux** avant de passer à l'étape suivante du HSAF. Les faits observés devraient tenir compte de la façon dont les différents groupes - et les hommes, les femmes, les garçons et les filles au sein de ces groupes - sont affectés différemment par la situation, par exemple en fournissant des données désagrégées lorsqu'elles sont disponibles. En outre, l'analyste devrait également appliquer aux hypothèses une perspective sensible aux genres et aux conflits.

Une liste de questions clés destinée à aider l'analyste à discerner les faits clés et une liste de vulnérabilités structurelles liées à la sécurité humaine sont présentées aux pages suivantes.

Données de référence (Faits observés, notamment les modèles, tendances et points névralgiques)	Hypothèses
	Gouvernance :
	Sécurité :
	Environnement :
	Crime/Criminalité :
	Santé :
	Gouvernance :
	Sécurité :
	Environnement :
	Crime/Criminalité :
	Santé :

A. Données de référence : Identifier les faits clés

Un fait est une **déclaration d'information dont la véracité est connue**. Par exemple, les problèmes de sécurité humaine se posent en général dans un lieu et à un moment précis. Il faut considérer les faits comme des symptômes. L'analyse devrait permettre de diagnostiquer les modèles naturels dans la région afin de voir à quels endroits ils pourraient se muer en une crise grave. L'objectif est de passer du diagnostic de cette crise au pronostic : aider les décideurs à déterminer la meilleure ligne de conduite à adopter en vue d'assurer la stabilité régionale.

Identifier les faits clés

Une bonne technique consiste à se poser la question suivante : « **quel est le problème** » et à le décrire à l'aide de données :

- Soyez précis : quel est l'effet au niveau national ? Au niveau régional ?
- Quelles sont les populations et identités touchées ?
- En quoi les hommes, les femmes, les garçons et les filles sont-ils touchés différemment par la crise ?
- Quels sont les acteurs qui ont un intérêt dans le problème aux niveaux local, national et régional ? (Attention à ne pas négliger les individus et/ou les groupes, tels que les femmes, les minorités, les jeunes et les groupes marginalisés, même s'ils ne sont pas à des postes qui leur confère un pouvoir)
- Existe-t-il des événements connexes qui se sont produits récemment (c'est-à-dire des risques liés aux événements) ?
- Analyse des données
 - Cartes des points névralgiques liées aux incidents
 - Graphiques (incidents par habitant aux niveaux local et national, désagrégés par sexe et autres facteurs liés à l'identité dans la mesure du possible ; par exemple, enfants par opposition aux adultes)
 - Statistiques descriptives
 - Soyez précis : qu'est-ce que l'analyse quantitative et la visualisation des données illustrent à propos des modèles et tendances plus étendus ?

B. Identifier les hypothèses

Les hypothèses postulent des relations entre les faits observés et leurs causes. À titre d'exemple, l'analyste pourrait déduire que les problèmes de sécurité humaine sont liés à des enjeux de gouvernance plus vastes. Ce type d'hypothèse peut ensuite servir de fondement à une analyse plus approfondie en posant une question clé, à savoir : **Comment la question est corrélée à des vulnérabilités structurelles plus étendues dans une perspective de sécurité humaine ?** Dans le HSAF, l'hypothèse devrait s'aligner sur le concept de sécurité humaine et les domaines thématiques. En les alignant en conséquence, l'analyste peut s'appuyer sur le flux plus important des données d'ECOWARN ainsi que sur des données provenant d'autres sources pour aider le lecteur à visualiser les modèles, tendances et points névralgiques de manière à dresser un tableau clair et net de la causalité des problèmes potentiels de sécurité humaine ainsi que des opportunités et risques inhérents à toute intervention.

Pour commencer, quels facteurs variables tirés de la liste d'indicateurs thématiques de sécurité humaine pourraient produire le modèle, la tendance ou le point névralgique observé(e) ? L'analyste devrait identifier à la fois les postulats sur ce qui constitue une escalade des tensions ainsi que les facteurs qui contribuent à la baisse des tensions et/ou empêchent un conflit de se muer en crise. Les hypothèses peuvent s'alignées sur la formule « si... alors » (par exemple, si la fracture communautaire s'aggrave, alors la criminalité s'intensifiera également). Ce faisant, l'analyse indiquera les points servant de levier et les recommandations possibles.

La liste de la page suivante, basée sur les données d'ECOWARN, constitue un point de départ permettant à l'analyste d'identifier les causes éventuelles des tendances observées. Plus les analystes se conforment à cette liste, plus il est facile d'intégrer leurs évaluations et scénarios plus vastes, sous forme de pronostic, aux indicateurs et avertissements.

Gouvernance

[Légitimité politique, gestion économique, fonctionnement du gouvernement/des services publics, indépendance de la justice/État de droit]

- Accès - Infrastructure
- Protection des enfants
- Fractures communautaires
- Pressions économiques
- Vulnérabilités électorales
- Intolérance et marginalisation
- Répression et exclusion
- Chômage et stagnation
- Violations des droits de l'homme
- Corruption et reddition de compte

Sécurité

[Capacité des institutions de défense ; Conflit/Terrorisme ; Déplacement]

- Violence - étatique et non étatique ainsi que leurs répercussions dans les groupes de substitution
- Violence - Enfants soldats
- Violence - Contagion
- Propagande radicale
- Fanatisme religieux
- Radicalisation
- Discours de haine
- Recrutement de criminels
- Perturbations maritimes
- Postes de contrôle de sécurité
- Aggression
- Financement du terrorisme
- Déplacements suspects
- Gouvernance du secteur de la sécurité

Santé

[Services ; Malnutrition ; Santé de la mère/des femmes ; Maladie/mortalité]

- Maintien de la santé
- Accès aux soins de santé
- Maladie - Humaine
- Maladies - végétales et animales
- Santé de la reproduction
- Assainissement, eau et qualité de l'air

Environnement

[Air/eau ; pressions démographiques ; biodiversité et protection de l'environnement]

- Stress climatique
- Déforestation/désertification
- Modification de l'écosystème
- Insécurité alimentaire
- Conflit entre agriculteurs et éleveurs
- Litiges relatifs au contrôle des terres
- Pollution
- Peuplement urbain
- Gestion de l'eau

Crime

[Sécurité des personnes ; violence basée sur le genre]

- Trafic - Ressources naturelles
- Trafic - Contrebande
- Trafic- Traite des personnes
- Trafic - Trafic de marchandises
- Trafic - Trafic d'armes
- Trafic - Drogues
- Violence - gangs
- Violence - genre
- Violence - Extrajudiciaire
- Blanchiment de capitaux
- Cybercriminalité

Genre

(Transversal)

- Éducation tenant compte de la dimension genre
- Soins de santé tenant compte de la dimension genre
- Participation des femmes
- Violence basée sur le genre
- Droits des femmes



Conseils utiles

Au fur et à mesure que l'analyste dresse sa liste des faits observés et d'hypothèses possibles, il commence à faire une estimation évolutive. L'estimation évolutive constitue le journal de l'analyste, une liste structurée d'idées et d'observations empiriques. Ce ne sont pas toutes ces données qui vont, ou qui devraient à vrai dire figurer, dans le rapport final. Pourtant, les analystes avisés sauvegardent les données. Ils ne savent jamais quand un décideur sera enthousiasmé par une phrase ou une observation particulière. La sauvegarde de l'estimation évolutive facilite également la collaboration. Les analystes peuvent examiner la logique des autres analystes et s'engager dans un dialogue productif.

Voir le Modèle n°1 sur les feuilles de travail pour vous aider à enregistrer les faits et hypothèses.

Étape 2 : Identifier les forces motrices et les tendances

La prochaine étape du processus s'appuie sur la première. Les analystes procèdent au diagnostic –l'évaluation des causes supposées des modèles, tendances et points névralgiques observés - et se font une idée plus nette de ce qui pourrait produire la cause à court terme. Ce cadre implique que les hypothèses tirées de la première étape sont les causes immédiates ou les déclencheurs à court terme. Les forces motrices sont les **causes structurelles ou profondes**. Une force motrice est une variable qui produit une tendance vers le résultat observé. Par exemple, la perturbation du marché du travail, la corruption,

En d'autres termes : ***les forces motrices (en tant que causes profondes) conditionnent les hypothèses (en tant que causes immédiates)***

la dégradation des infrastructures de transport public et l'inflation pourraient être des forces motrices sous-tendant l'insécurité alimentaire.

Formulé ainsi, l'analyste opère une distinction entre la question de savoir si les causes présumées sont des causes profondes ou immédiates qui perpétuent les défis de sécurité humaine. N'oubliez pas que dans une crise complexe il existe toujours de multiples forces en jeu, ce qui implique que l'analyste devrait penser à de multiples hypothèses, comme des diagnostics, pour chaque fait observé, tel qu'un symptôme. Par exemple, un déficit de légitimité politique et une discrimination systémique sont mieux considérés comme des causes profondes, et par conséquent des forces motrices. Ce sont des conditions structurelles sous-jacentes. Les vulnérabilités électorales ou les récentes violations des droits de l'homme s'apparentent davantage à des causes immédiates. Elles agissent comme des déclencheurs et accélèrent une crise. L'identification des forces motrices aide l'analyste à approfondir davantage et à percevoir l'ensemble des facteurs qui façonnent les défis de sécurité humaine.

Social

Technologique

Environnemental

Économique

Politique

La technique STEEP sert à identifier les forces motrices. Compte tenu de la question de sécurité humaine et des acteurs clés, les analystes identifient les forces motrices potentielles en tenant compte des **facteurs sociaux, technologiques, environnementaux, économiques et/ou politiques (STEEP)**.

Après avoir dressé une liste des forces motrices potentielles, les analystes devraient la circonscrire en fonction des forces motrices qui influencent les acteurs les plus essentiels et qui sont liées à des vulnérabilités structurelles plus étendues qui posent des défis de sécurité humaine. À titre d'exemple, l'évolution technologique - comme l'introduction des téléphones cellulaires - pourrait être une constante dans la région et être liée à de nombreuses crises de manière tant positive que négative, mais cela ne signifie pas qu'elle stimule toujours des attitudes et comportements prédominants ou la capacité des acteurs à mobiliser des ressources. Une technique consiste à limiter les forces motrices à deux. Le concept consiste à circonscrire, à l'aide de la technique STEEP, la liste aux deux forces motrices qui ont le plus grand impact sur les acteurs clés et reflètent le contexte structurel plus large qui se manifeste dans les défis de sécurité humaine.

En circonscrivant la liste des forces motrices potentielles, l'analyste crée un modèle causal plus précis qui décrit comment, dans un contexte donné, les acteurs mobilisent les ressources, se livrent à une concurrence pour le pouvoir et l'influence et perpétuent l'insécurité humaine.

Exemple : Pour revenir à l'exemple de l'insécurité alimentaire, après avoir décrit la question de la crise et identifié les acteurs et ressources clés, l'analyste utilise la technique STEEP pour mener une réflexion sur les forces motrices. En consultation avec d'autres observateurs locaux avec lesquels l'analyste a travaillé sur des rapports antérieurs, il tire la conclusion que les facteurs sociaux et économiques jouent probablement un rôle essentiel. La crise alimentaire est confinée aux zones urbaines où les migrants qui arrivent sont exploités par des groupes criminels. Les migrants sont isolés des autres groupes ethnolinguistiques qui contrôlent du point de vue historique la gouvernance municipale et l'activité économique. Cette distance sociale crée une opportunité pour les groupes criminels de s'attaquer aux migrants vulnérables. Les garçons sont particulièrement exposés au risque de recrutement forcé pour faire partie des gangs, et les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables aux violences basées sur le genre. Deuxièmement, le ralentissement économique plus important que connaît le pays amplifie cet effet, créant une boucle de rétroaction. Les denrées alimentaires provenant des campagnes sont disponibles, mais ne parviennent simplement pas aux personnes qui en ont le plus besoin, étant donné que les groupes criminels créent des taxes illicites et retiennent l'aide dans leur propre intérêt, à tel enseigne que, l'inflation affaiblit le pouvoir d'achat des membres les plus vulnérables de la société. La combinaison de ces deux forces motrices crée une tendance à l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines où les nouveaux arrivants parmi les migrants, souvent issus de groupes minoritaires, deviennent la

À cette étape, l'analyste devrait énumérer **au moins deux forces motrices majeures** créant les conditions dans lesquelles la cause présumée fonctionne. Une fois ces forces motrices identifiées, l'étape suivante consiste à déduire les tendances qu'elles produisent. Ces tendances deviennent le fondement des scénarios (Étape 4). Lorsqu'il les décrit, l'analyste devrait veiller à en tirer les implications par rapport au cadre thématique de la sécurité humaine, étant donné que ces observations aideront à rédiger le scénario de la prochaine étape.

Le fait de renseigner les tableaux ci-dessous aidera l'analyste à organiser ses réflexions et à élaborer le scénario. Ces tableaux sont mieux conservés dans l'estimation évolutive, l'analyste décrivant les forces motrices et les tendances qui en résultent dans au moins un paragraphe du rapport sous-jacent.

Hypothèse	Force motrice	Tendance	Tendance des implications pour la sécurité humaine :
			Gouvernance :
			Sécurité :
Hypothèse	Force motrice		Environnement :
			Crime/Criminalité :
			Santé :
Rétroaction :			
Résiliances :			



Conseils utiles

Dans un cycle d'établissement de rapport sujet à une contrainte de temps, les analystes peuvent modifier cette étape et mettre l'accent sur les hypothèses de base (Étape 1) afin d'élaborer les scénarios (Étape 4). Ce processus fonctionne mieux lorsqu'il est visualisé sous la forme d'un diagramme de système présentant les relations et interdépendances entre les causes et effets.

culturel, l'idéologie, etc.) et de leur motivation primaire et secondaire par rapport aux défis émergents liés à la sécurité humaine. Lors de la désignation de l'acteur, l'on doit s'assurer de mettre en évidence les acteurs avec lesquels l'on est d'accord et ceux avec lesquels on est en désaccord, ainsi que le degré d'accord et d'opposition (faible, moyen, élevé). L'on doit s'assurer de prendre en compte les acteurs tiers qui œuvrent au règlement du conflit sur le terrain.

Acteur (Nom\n°)	Ressources	Motivation(s)	Accord (Élevé, Moyen, Faible)	Opposition (Élevé, Moyen, Faible)
	Matériel :	Primaire :		
	Non-matériel :	Secondaire :		
	Matériel :	Primaire :		
	Non-matériel :	Secondaire :		
	Matériel :	Primaire :		
	Non-matériel :	Secondaire :		



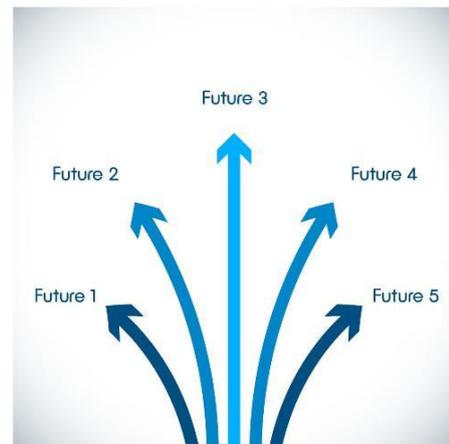
Conseils utiles

Dans les rapports mensuels, cette analyse sera en général condensée en un paragraphe. L'analyste devrait conserver le tableau complet et toute autre cartographie des problèmes ainsi que les autres outils de visualisation dans son estimation évolutive.

Voir le Modèle n°3 sur les feuilles de travail pour vous aider à enregistrer les acteurs, ressources et motivations.

Étape 4 : Élaborer des scénarios

Le travail d'un analyste ne consiste pas seulement à définir comment le passé a produit le présent. Les décideurs ont besoin de prévisions précises sur l'avenir. À cette fin, le HSAF combine une compréhension de la question abordée, des acteurs clés ainsi que de leurs attitudes et ressources dominantes, et des forces motrices et tendances indicatives du contexte structurel plus étendu afin d'élaborer des scénarios. L'élaboration de scénarios représente une façon structurée pour un analyste de décrire comment les tendances prédominantes produisent des futurs potentiels.



Bien qu'il existe de multiples techniques pour élaborer des scénarios, au cœur de tous les scénarios, l'on trouve des caractéristiques essentielles qu'ils ont en partage. **Premièrement, ils décrivent les acteurs clés en fonction de leurs intérêts et ressources, ainsi que la manière dont ils sont susceptibles de se comporter à l'avenir par rapport à une question de sécurité humaine donnée, telle que l'insécurité alimentaire.** Autrement dit, les scénarios adoptent le modèle causal que l'analyste identifie et le projettent dans l'avenir. Dans le HSAF, les Étapes 1 à 3 fournissent à l'analyste les informations dont il a besoin pour décrire comment les tendances produisent des futurs potentiels. Ces descriptions doivent être suffisamment précises pour faciliter les discussions relatives sur les politiques au sujet des méthodes et risques possibles d'intervention.

Deuxièmement, les scénarios devraient être variables. En d'autres termes, étant donné qu'il est impossible de prévoir avec une précision de 100 %, l'analyste devrait fournir au moins **deux ou trois scénarios différents**. Une technique visant à produire ces différents scénarios consiste à les différencier en fonction de l'**opportunité, du risque et de la probabilité**. Certes, ce ne sont pas tous les produits d'alerte précoce qui ont besoin d'intégrer de manière explicite les trois scénarios suivants, mais ils devraient toujours envisager de façon implicite ou explicite différentes manières dont les risques et vulnérabilités pourraient se développer à court, moyen et long terme.

- Premièrement, indiquer le **scénario le plus probable (Probable)** en faisant des extrapolations des facteurs sous-jacents. Intégrer une estimation de la probabilité du scénario assortie d'une estimation de confiance : Très peu probable (1 à 20%) ; Peu probable (21 à 45%) ; Chance égale (46 à 55%) ; Probable (56 à 80%) ; Très probable (81 à 99%). Ce scénario permet aux analystes de décrire un juste milieu qui permet aux responsables chargés de l'élaboration des politiques d'éviter l'utopie du scénario d'opportunité et le pessimisme du scénario à risque.
- Deuxièmement, décrire le **pire scénario possible (Risque)**. Ce scénario devrait s'appuyer sur le scénario le plus probable en y ajoutant des facteurs externes ou aggravants plausibles qui pourraient exacerber, étendre ou aggraver la situation ou

la crise de sécurité humaine. Décrire le pire scénario possible (c'est-à-dire l'exacerbation de la sécurité humaine, l'escalade de la crise, les répercussions du conflit, etc.) en ce qui concerne non seulement les facteurs sous-jacents, mais

Exemple : revenant à la crise de la sécurité alimentaire, l'analyste traduit les forces motrices et les tendances en scénarios décrivant comment les principaux acteurs se comporteront à l'avenir. Tout d'abord, l'analyste examine le résultat le plus probable. En l'absence d'intervention, les migrants ruraux vers la ville en voie d'urbanisation rapide continueront de faire face à des défis pour acheter suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins de base. Les groupes criminels continueront de s'attaquer à cette population vulnérable et d'extorquer des groupes d'aide. Deuxièmement, l'analyste décrit la ligne de conduite la plus dangereuse compte tenu de la manière dont l'inflation, les groupes criminels et la corruption pourraient se répercuter et provoquer des manifestations. L'analyste voit une boucle de rétroaction par laquelle les ressources croissantes que les groupes criminels tirent de l'extorsion aux migrants ruraux entraînent des protestations et une crise de confiance politique plus large. Troisièmement, ils décrivent les problèmes de sécurité les plus urgents pour protéger la population tout en abordant

aussi les politiques et instruments disponibles. Indiquer les différences clés entre ce scénario et le scénario le plus probable (Probable). Préciser les facteurs à l'origine du risque accru.

- Troisièmement, indiquer le **meilleur scénario possible (Opportunité)**. Ce scénario devrait décrire le meilleur scénario possible si toutes les conditions requises étaient appliquées dans le cadre des politiques et instruments existants. Indiquer les différences clés entre ce scénario et le scénario le plus probable (Probable). Préciser les facteurs qui produisent l'opportunité. Les risques et opportunités devraient tous deux être liés aux facteurs que la CEDEAO pourrait modeler par le biais d'intermédiaires locaux ou directement.

L'analyste devrait s'assurer de garder à l'esprit les points suivants lorsqu'il utilise l'outil :

Question : inscrire l'analyse dans l'espace et le temps (par exemple, où, délai, question spécifique, etc.).

Opportunités et risques : passer autant de temps à identifier les opportunités qu'à formuler les risques. N'oubliez pas que l'analyste doit être objectif lorsqu'il énonce les risques et opportunités. Évitez les déclarations telles que « la CEDEAO doit ».

Indicateurs : construire les indicateurs le plus près possible des sources de données existantes d'ECOWARN et d'autres sources de données accessibles. Cette démarche permet à l'analyste de remonter le fil des événements et d'actualiser son scénario à mesure que de nouveaux facteurs apparaissent. En outre, il offre à l'analyste la possibilité de « faire un rapport par exception » - d'actualiser les indicateurs pour rendre le rapport secondaire plus facile à générer mais enraciné sur l'estimation évolutive.

Le tableau ci-dessous fournit un outil pour l'élaboration des scénarios. L'analyste conservera probablement le tableau dans son estimation évolutive et présentera le scénario sous forme de récit dans son rapport. Ce faisant, l'analyste devrait s'assurer

qu'au moins un paragraphe décrit le scénario et la probabilité globale, et qu'un second paragraphe ou tableau présente les risques et opportunités. Il importe de ne pas oublier que lorsque l'équipe d'analyse fait un rapport bimensuel (c'est-à-dire deux fois par mois), vous pouvez « faire un rapport par exception ». Dans la section des scénarios, cette démarche signifie que l'on doit conserver le même scénario, si les événements n'ont pas changé de manière radicale, et actualiser la probabilité en fonction des indicateurs et de tout nouveau risque et/ou toute nouvelle opportunité.

Situation	Acteurs	Tendances
Scénario le plus probable		
Estimation :		
Indicateurs :		
Risques :		Opportunités :
Pire scénario possible		
Estimation :		
Indicateurs :		
Risques :		Opportunités :
Différences par rapport au Scénario probable :		
Meilleur scénario possible		
Estimation :		
Indicateurs :		
Risques :		Opportunités :
Différences par rapport au Scénario probable :		



Conseils utiles

S'assurer de s'appuyer sur les trois premières étapes du processus du HSAF pour décrire le scénario futur ; les trois premières étapes permettent de construire la logique de cause à effet et la théorie relative aux faits.

Voir le Modèle n° 4 sur les feuilles de travail pour vous aider à élaborer des scénarios.

Étape 5 : Élaborer des options de réponse

Compte tenu des scénarios décrivant l'évolution possible des défis de sécurité humaine, la dernière étape de l'analyste consiste à recommander des options de réponse initiales. Ces options doivent émerger de l'analyse par opposition aux préjugés existants, aux réponses antérieures ou aux suppositions non validées. Les options de réponse sont basées sur les opportunités et risques identifiés dans l'analyse du scénario. Les options

de réponse initiales reflètent à leur tour l'évaluation des forces motrices et tendances ainsi que des hypothèses clés sur les causes de la sécurité/l'insécurité humaine. De cette façon, l'analyste ne se contente pas de décrire les symptômes, il diagnostique la maladie et précise l'éventail plus étendu des vulnérabilités structurelles qui expliquent pourquoi les défis de sécurité humaine se manifestent d'une manière particulière. Ces options de réponse initiales deviennent le fondement de la planification de la réponse ultérieure en utilisant le Cadre de planification de la réponse de la CEDEAO (ERPF).

Les options de réponse devraient s'inscrire dans le cadre du mandat de la CEDEAO et tenir compte des relations antérieures de la CEDEAO avec l'État membre et de toute sensibilité politique actuelle concernant l'engagement de la CEDEAO. Elles devraient également tenir compte du temps et être coordonnées avec les autres directions. En ce qui concerne le facteur temps, une mission d'établissement de faits est parfois un précurseur important pour valider les hypothèses sur les forces motrices et tendances ainsi que les causes graves de la sécurité/l'insécurité humaine. Dans le cas d'un nouveau problème de sécurité humaine, ou lorsque cela est approprié, les options de réponse recommandées devraient être élaborées conjointement avec les directions d'intervention concernées qui peuvent faire valoir leur expérience pays technique et pertinente. Cette intégration garantit que les options examinées sont techniquement convenables, réalisables et acceptables du compte tenu du mandat, de la capacité et des plans d'action existants de la CEDEAO.

Risques liés aux scénarios	
Possibilités liées au scénario	
Concept (Deux phrases - <i>comment la CEDEAO pourrait-elle aborder les catalyseurs / tendances et amplifier les résiliences identifiées dans l'analyse précédente dans le cadre du mandat et de la capacité de la CEDEAO ?</i>)	
Options de réponse à court terme Pour chaque option, noter : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> quelle(s) direction(s) en assumerait/assumeraient la responsabilité ; <input type="checkbox"/> les possibilités de coordination avec les partenaires nationaux et régionaux ; <input type="checkbox"/> les ressources nécessaires ; <input type="checkbox"/> les risques liés à l'option et les plans d'atténuation des risques 	Options de réponse à moyen terme Pour chaque option, noter : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> quelle(s) direction(s) en assumerait/assumeraient la responsabilité ; <input type="checkbox"/> les possibilités de coordination avec les partenaires nationaux et régionaux ; <input type="checkbox"/> les ressources nécessaires ; <input type="checkbox"/> les risques liés à l'option et les plans d'atténuation des risques ;
1. Option	1. Option
2. Option	2. Option

Communiquer vos conclusions

Après avoir suivi le processus du HSAF (c'est-à-dire après avoir effectué des évaluations diagnostiques et élaboré une analyse pronostique), l'analyste devrait réfléchir à l'audience primaire en ce qui concerne son produit d'alerte précoce et examiner les questions clés qui facilitent le processus. À titre d'exemple, au niveau le plus élémentaire, les décideurs (c'est-à-dire les dirigeants de la CEDEAO) doivent déterminer la réponse à la question suivante « un changement de ligne de conduite est-il nécessaire et/ou souhaitable ? Ensuite, après que les décideurs ont approuvé un changement de ligne de conduite et chargé les planificateurs et agents d'exécution d'une mission spécifique, il se pose une nouvelle série de questions plus détaillées auxquelles les analystes devront répondre par le biais de leurs évaluations d'alerte précoce. Les analystes devraient, par conséquent, passer en revue les conclusions de l'analyse allant des Étapes 1 à 4, afin de répondre en quelques mots aux sous-questions ci-dessous :

Audience primaire 1 - Décideurs (par exemple, dirigeants de la CEDEAO, responsables chargés de l'élaboration des politiques, Donateurs, etc.)

La question principale est celle de **l'Établissement des priorités et/ou du Tri**. Un changement de ligne de conduite est-il nécessaire/souhaitable ?

1. Quelle est la politique actuelle en place s'attaquant à la question et à l'objectif plus général (par exemple, dans le cas d'un conflit entre agriculteurs et éleveurs, elle pourrait être liée au principe de la libre circulation et des moyens de subsistance pacifiques) ?
2. Quels efforts (le cas échéant) sont actuellement entrepris pour traiter cette question (au niveau local/national/régional) ? L'objectif est-il atteint grâce aux efforts actuels ou non ? Sommes-nous en train de réussir ou non ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Quelle est l'importance du problème et existe-t-il une volonté politique de s'y attaquer ?
3. Examen de la subsidiarité : quel est le niveau le plus bas auquel le problème pourrait être traité ?
4. Quelle est l'ampleur du problème ? À quel point pourrait-il s'aggraver ? (y compris la proportionnalité à partir d'un point de vue régional et historique)
5. Si le problème s'aggrave à ce point, comment pourrait-il affecter les 5 domaines thématiques ?
6. Autres questions ?

Audience primaire 2 - Planificateurs/agents d'exécution (par exemple, les directions de la CEDEAO, les centres nationaux, les gouvernements nationaux, les partenaires d'exécution, la société civile, etc.)

La question principale est celle du **Séquençage et de la Répartition des ressources**. Quelles sont les considérations clés qui doivent éclairer la planification ?

1. Contexte régional et historique plus large du problème (y compris la proportionnalité du problème dans l'espace et le temps)
2. Portée géographique du problème (notamment les lieux clés tels que les postes de passage frontaliers spécifiques, les couloirs de transhumance, etc.)
3. Parties prenantes clés, relations et intérêts
4. Disponibilité des ressources, points servant de levier et fenêtres d'opportunité
5. Cycles, modèles et déclencheurs
6. Autres questions

Modèles de fiche de travail

Modèle de fiche de travail n° 1 – Décrire le contexte de la sécurité humaine

Étape 1 : Décrire le contexte de la sécurité humaine	
Données de référence (faits, y compris les modèles, tendances et points névralgiques)	Hypothèses
	Gouvernance :
	Sécurité :
	Environnement :
	Crime/Criminalité :
	Santé :
	Gouvernance :
	Sécurité :
	Environnement :
	Crime/Criminalité :
	Santé :

Modèle de fiche de travail n°2 – Étape 2 : Identifier les forces motrices et les tendances

Étape 2 : Identifier les forces motrices et les tendances		
Hypothèses	Force motrice\Tendance	Implications des tendances en termes de sécurité humaine :
		Gouvernance :
		Sécurité :
Hypothèses	Force motrice\Tendance	Environnement :
		Crime/Criminalité :
		Santé :
Rétroaction :		
Résiliances :		

Modèle de fiche de travail n°3 – Étape 3 : Identifier les acteurs clés, les ressources et les motivations (ARM)

Étape 3 : Identifier les acteurs clés, les ressources et les motivations (ARM)				
Acteur (Nom\n°)	Ressources	Motivation(s)	Accord (Élevé, Moyen, Faible)	Opposition (Élevé, Moyen, Faible)
	Matériel :	Primaire :		
	Non-matériel :	Secondaire :		
	Matériel :	Primaire :		
	Non-matériel :	Secondaire :		
	Matériel :	Primaire :		
	Non-matériel :	Secondaire :		

Modèle de fiche de travail n° 4 - Étape 4 : Élaborer des scénarios

Étape 4 : Élaborer des scénarios		
Problème	Acteurs	Tendances
Scénario le plus probable		
Estimation : *		
Indicateurs :		
Risques :	Possibilités :	
Pire scénario possible		
Estimation : *		
Indicateurs :		
Risques :	Possibilités :	
Différences par rapport au Scénario probable :		
Meilleur scénario possible		
Estimation : *		
Indicateurs :		
Risques :	Possibilités :	
Différences par rapport au Scénario probable :		

* Les probabilités sont basées sur l'échelle suivante : Très peu probable (1 à 20%) ; Peu probable (21 à 45%) ; Chance égale (46 à 55%) ; Probable (56 à 80%) ; Très probable (81 à 99%)

Modèle de fiche de travail n° 5 - Étape 5 : Élaborer des options de réponse

Étape 5 : Élaborer des options de réponse	
Risques liés aux scénarios	
Possibilités liées au scénario	
Concept (Deux phrases - <i>comment la CEDEAO pourrait-elle aborder les catalyseurs/tendances et amplifier les résiliences identifiées dans l'analyse précédente dans le cadre du mandat et de la capacité de la CEDEAO ?</i>)	
Options de réponse à court terme Pour chaque option, noter : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> quelle(s) direction(s) en assumerait/assumeraient la responsabilité ? <input type="checkbox"/> les possibilités de coordination avec les partenaires nationaux et régionaux <input type="checkbox"/> les ressources nécessaires <input type="checkbox"/> les risques liés à l'option et les plans d'atténuation des risques 	Options de réponse à moyen terme Pour chaque option, noter : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> quelle(s) direction(s) en assumerait/assumeraient la responsabilité ? <input type="checkbox"/> les possibilités de coordination avec les partenaires nationaux et régionaux <input type="checkbox"/> les ressources nécessaires <input type="checkbox"/> les risques liés à l'option et les plans d'atténuation des risques
1. Option	1. Option
2. Option	2. Option
3. Option	3.Option

Annexes

Annexe A – Liste de vérification pour l'intégration d'une perspective sensible aux genres

La Liste de vérification suivante est extraite du document suivant : « Intégration du genre dans l'alerte précoce - Manuel de la CEDEAO sur le genre à l'intention des praticiens ». Pour avoir de plus amples informations, veuillez-vous référer à ce Manuel. La perspective sensible aux genres est un outil fondamental pour mettre en œuvre l'intégration du genre dans l'alerte précoce à tout moment et à tous les niveaux. Cela signifie que l'on doit réfléchir à la manière dont les normes, rôles, relations, structures et autres facteurs liés au genre peuvent avoir un impact ou une incidence sur une question, un problème ou un événement donné(e). Les membres de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO devraient intégrer cette pratique d'application d'une perspective sensible aux genres à chaque aspect de leur travail.

Risque et Vulnérabilité

Quel est le risque, qui y est exposé ?

En quoi la question/l'événement affecte-t-il/elle différemment les femmes et les filles, les hommes et les garçons ? Pourquoi ?

Quels sont les risques spécifiques basés sur d'autres facteurs, tels que le handicap, l'âge, l'origine ethnique, la religion ?

Quels sont les différents rôles, statuts et pouvoirs des femmes/filles et des hommes/garçons dans ce contexte ?

Quels services ont été perturbés pour les femmes/filles, les hommes/garçons ? (Par exemple, pour les femmes en état de grossesse et/ou les mères allaitantes ?)

Avertissement

Qui lance un avertissement et à quel sujet ?

Consulter à la fois les femmes/filles et les hommes/garçons au sujet de la question/l'événement. L'on pourrait avoir des informations différentes sur la même question.

Utiliser des indicateurs liés au genre pour identifier les avertissements spécifiques entre les hommes et les femmes.

Intégrer la sensibilisation et la discussion sur le genre à l'identification des avertissements en rapport avec les femmes/filles et les hommes/garçons. L'on pourrait avoir des perspectives différentes.

Recueillir suffisamment de données sur la manière dont les rôles, normes sociales et relations affectent la manière dont les femmes/filles, les hommes/garçons vivent le problème/l'événement.

Établissement de rapport

Comment l'analyse du genre est-elle reflétée dans les rapports d'incidents et de situations, et dans tout autre rapport ?

Documenter les alertes basées sur le genre et en rendre compte.

Inclure des données désagrégées par sexe.

Rendre compte des indicateurs liés au genre.

Les rapports reflètent les différent(e)s besoins, rôles, perspectives, expériences des femmes/filles, hommes/garçons et d'autres facteurs tels que l'âge, l'origine ethnique et le handicap.

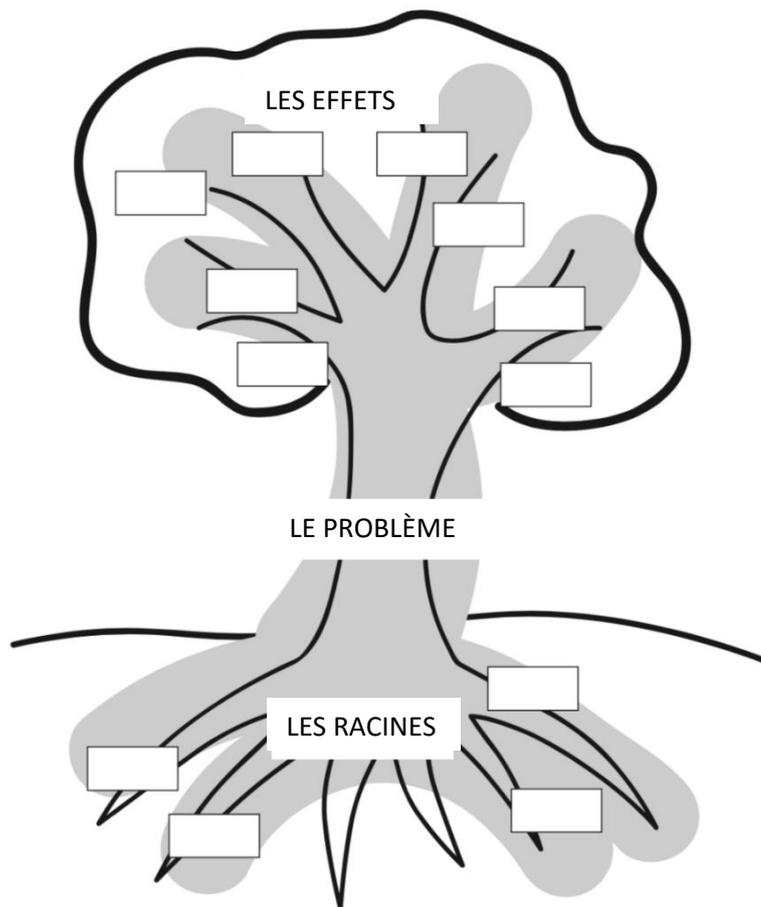
Rédiger des recommandations spécifiques au genre afin qu'une suite y soit donnée

Meilleures pratiques pour l'utilisation d'une perspective sensible aux genres	Pourquoi l'alerte précoce revêt-elle une importance ?
<p>Examiner les inégalités et les différents rôles entre les femmes et les hommes ainsi que parmi eux, les différentes expériences et perceptions des hommes et des femmes, et la manière dont les rôles/normes/etc. liés au genre pourraient influencer ces différentes expériences et perceptions.</p>	<p>L'alerte précoce est importante parce qu'il existe une tendance plus étendue à assimiler le genre aux femmes. Mais le genre ne concerne pas que les femmes ; il représente les constructions sociales liées à la façon dont les hommes, femmes, garçons et filles devraient agir. Pour comprendre la dynamique du genre, l'on doit prendre en compte toutes ces perspectives et expériences. Notez que les alertes peuvent mettre uniquement l'accent sur les femmes ou uniquement sur les hommes, en fonction des risques.</p>
<p>Mener vos activités d'une manière qui tient compte des inégalités et différences entre les femmes et les hommes. Évitez de traiter les femmes et les hommes de la même façon.</p>	<p>Il est important de reconnaître les normes/rôles/etc. liés au genre, les préjugés et la discrimination historiques et systématiques des femmes et des filles et la manière dont ces facteurs peuvent avoir un impact sur les expériences des femmes et des hommes. Par exemple, si vous vous intéressez aux tensions ou conflits entre éleveurs et agriculteurs, vous ne pouvez pas supposer que les expériences et perceptions des hommes et des femmes seront les mêmes. Ils peuvent avoir des informations différentes à fournir sur la même question ou le même événement. Ou, si une réponse d'alerte précoce intègre la publication d'avis écrits, cette situation pourrait affecter différemment les hommes et les femmes dans des régions où les femmes ont un taux d'alphabétisation beaucoup plus faible que celui des hommes.</p>
<p>Aller au-delà du nombre de participants, mais examiner plutôt la qualité de la participation. Éviter de mettre indûment l'accent sur une participation égale ou à 50/50 (hommes/femmes).</p>	<p>Une représentation égale ne signifie pas nécessairement une participation égale ou un impact égal. Pour parvenir à une participation significative des femmes, vous aurez besoin de femmes ayant une expertise pertinente et l'autorité nécessaire pour être entendues. Les femmes peuvent parfois être présentes, mais cela ne signifie pas toujours que leurs opinions et leurs points de vue seront également valorisés. D'après ce que vous savez sur les normes, rôles et autres questions liés au genre, les hommes et les femmes sont-ils impactés de la même manière ? Si les femmes ou les hommes sont plus susceptibles d'être impactés, leurs opinions ont-elles un poids équitable ? Remarque : la représentation des femmes est importante et les hommes « sensibles au genre » peuvent soutenir les femmes, mais pas les remplacer.</p>
<p>Comprendre les différences entre les différents groupes de femmes (et d'hommes) et ne pas supposer que toutes les femmes (ou tous les hommes) ont les mêmes intérêts.</p>	<p>Chaque individu a des identités multiples - sexe, religion, nationalité, appartenance ethnique, etc. Le fait de supposer que toutes les femmes sont les mêmes ne tient pas compte des disparités en termes de pouvoir/privilèges entre elles - par exemple, les femmes appartenant à des groupes minoritaires, les femmes handicapées, les femmes démunies. Les</p>

	<p>questions/événements d'alerte précoce affecteront de manière différente ces différents groupes de femmes. Il est donc important de prendre en compte ces différences et de s'assurer que les différentes expériences/perspectives sont prises en compte.</p>
<p>Comprendre la situation spécifique et documenter les conditions et priorités réelles. Ne présumez pas qui fait quel travail et qui assume telle ou telles responsabilité(s).</p>	<p>Dans la mesure du possible, la meilleure pratique consiste à agir sur la base de connaissances et de faits réels plutôt que sur des hypothèses. Cette démarche est particulièrement importante pour les normes/rôles etc. liés au genre. À titre d'exemple, si vous supposez que les jeunes garçons sont chargés à titre principal d'aller chercher de l'eau (alors qu'en réalité, ce sont les femmes et les filles qui s'en chargent le plus souvent) et qu'il existe une pénurie d'eau, vous pourriez chercher à obtenir des informations auprès de la mauvaise cohorte ou essayer de travailler avec la mauvaise cohorte pour une intervention rapide.</p>

Annexe B - Outils additionnels pour l'analyse de la sécurité humaine

Modèle de l'arborescence : Racines et impact des conflits²

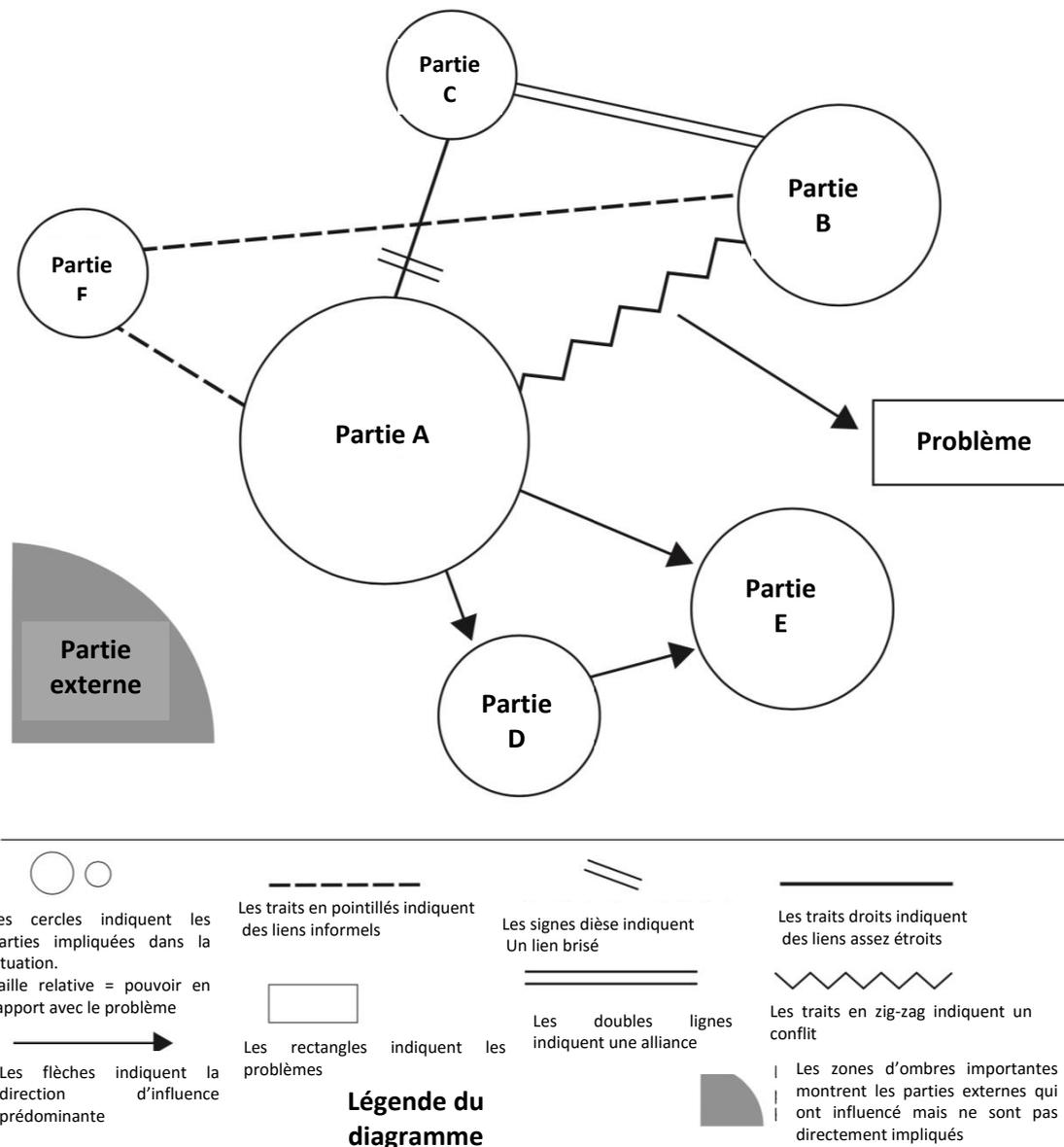


L'arbre des problèmes permet à l'analyste d'énumérer les racines (causes) et les effets correspondants (conséquences) d'un problème ou d'un conflit donné.

Méthode : Identifier, de prime à bord, les nombreuses racines d'un problème ou d'un conflit donné. Certaines causes pourraient être interdépendantes et peuvent être représentées comme les petites ramifications d'une racine plus étendue. Ensuite, présenter tous les effets qui découlent de ces racines. Incrire les principaux effets sur les branches ; puis dessiner des branches plus petites et des feuilles de plus petite taille pour illustrer les effets secondaires et tertiaires.

² Adapté à partir des travaux de : Fisher, S., et al. "Working with conflict: skills and strategies for action" (2000). New York, NY: Zed Books.

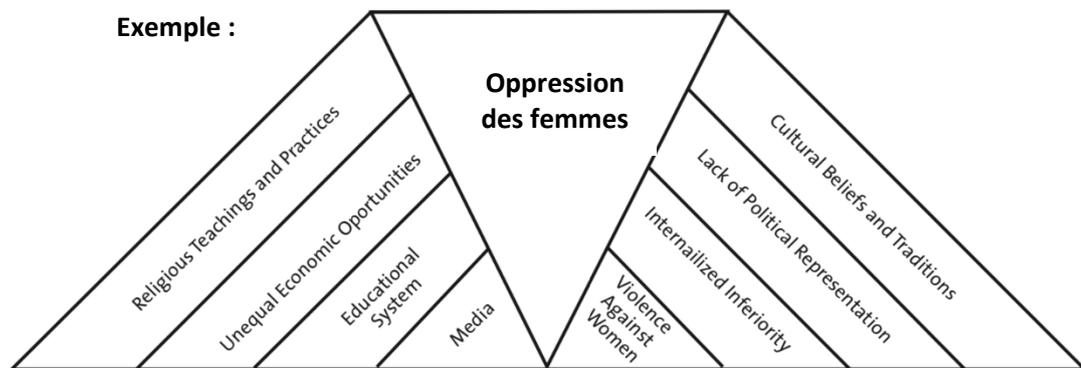
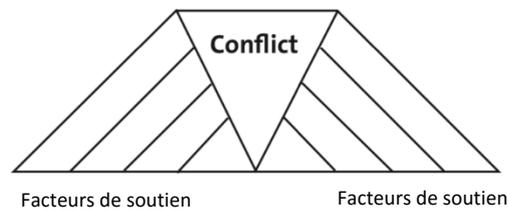
Cartographie des conflits³



La **Cartographie des conflits** permet à l'analyste d'illustrer de manière graphique la façon dont les parties à un conflit complexe sont liées les unes aux autres et à la question centrale du conflit. En indiquant les alliances de différents degrés de force, les relations conflictuelles, le pouvoir relatif des différents groupes et qui exerce une influence sur qui, la carte peut laisser penser qu'il existe des points d'entrée stratégiques visant à influencer la dynamique du conflit.

³ Adapté à partir des travaux de : Fisher, S., et al. "Working with conflict: skills and strategies for action" (2000). New York, NY: Zed Books.

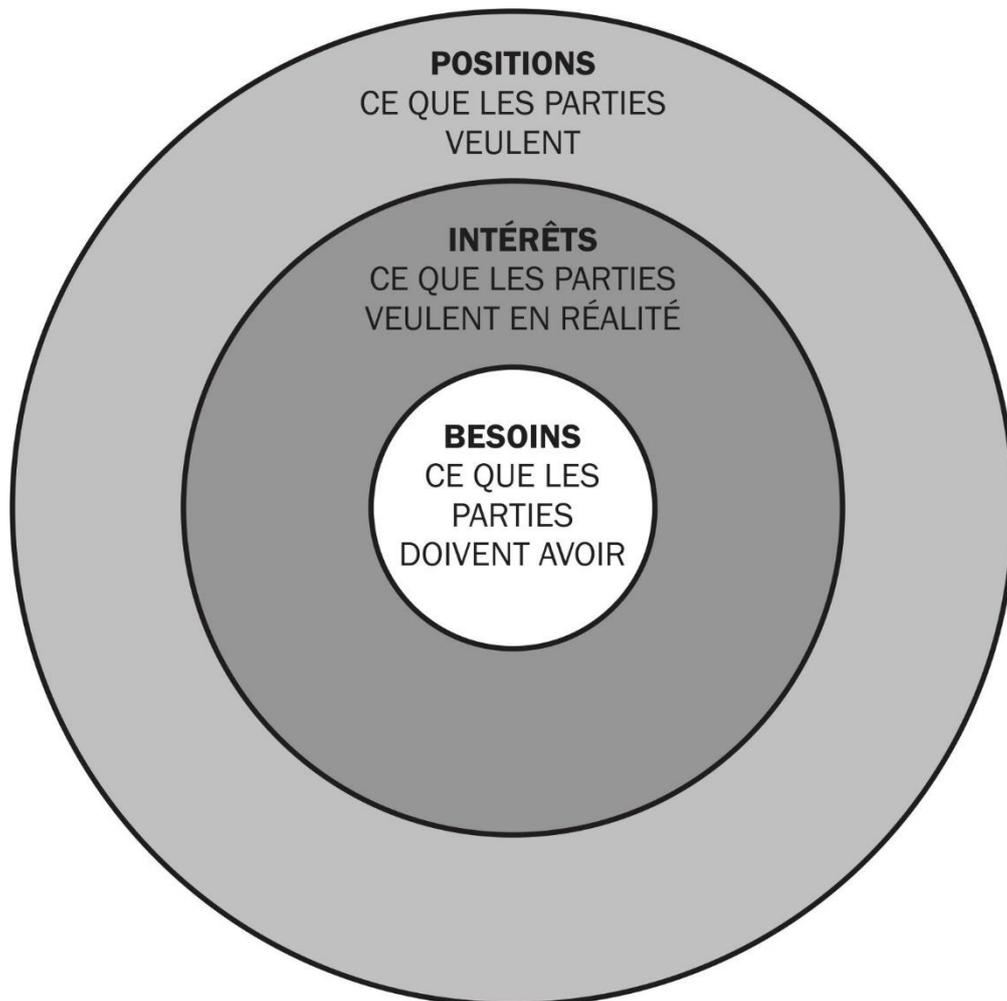
Modèle en piliers : Les facteurs qui entretiennent les conflits ⁴



Le Modèle en piliers peut aider l'analyste à examiner les facteurs qui favorisent la poursuite de la violence structurelle ou le problème central d'un conflit. Une situation d'injustice, représentée sous la forme d'un triangle inversé, ne peut tenir toute seule mais nécessite des piliers de systèmes, d'institutions et de croyances habituelles pour la soutenir. Si un nombre suffisant de piliers qui soutiennent des structures injustes sont supprimés, les sources de conflit violent cèderont, créant ainsi un espace pour la transformation du conflit.

⁴ Adapté à partir des travaux de : Goss-Mayr, H. et Goss-Mayr, J. « L'Évangile et la lutte pour la justice et la paix » (1990). Alkmaar, Pays-Bas : Le Mouvement International de la Réconciliation.

*Le modèle en oignon : Ce qui sous-tend les positions*⁵



Le Modèle en oignon aide l'analyste à distinguer les positions, intérêts et besoins des différents acteurs, ce qui est parfois essentiel pour planifier des interventions et/ou négociations couronnées de succès.

Les positions sont parfois énoncées en termes mutuellement exclusifs, à somme nulle, et ne constituent donc pas une plateforme propice au règlement des conflits.

Les intérêts sont généralement négociables. Il est important de comprendre comment chaque partie pourrait être disposée à faire des compromis, pourvu que ses besoins essentiels et *certain*s de ses intérêts soient satisfaits.

Les besoins ne sont, en général, pas négociables. Il est donc important de les comprendre pleinement.

⁵ Adapté à partir des travaux : Fisher, S., et al. « Working with conflict: skills and strategies for action ». (2000). New York, NY: Zed Books.

Cartographie des besoins et des craintes⁶

<p>Nom de la personne/du groupe :</p> <p>Position :</p> <p>Besoins :</p> <p>Craintes :</p>		<p>Nom de la personne/du groupe</p> <p>Position :</p> <p>Besoins :</p> <p>Craintes :</p>
<p>Le problème :</p>		
<p>Nom de la personne/du groupe :</p> <p>Position :</p> <p>Besoins :</p> <p>Craintes :</p>		<p>Nom de la personne/du groupe</p> <p>Position :</p> <p>Besoins :</p> <p>Craintes :</p>

La Cartographie des besoins et des craintes des individus ou des groupes en conflit permet à l'analyste de :

- comprendre les différents besoins et craintes qui alimentent un conflit ou radicalisent les positions ;
- comprendre les causes des obstacles rencontrés dans les tentatives de règlement des conflits ;
- clarifier les problèmes qui devront être abordées pour qu'une solution soit acceptable pour toutes les parties ou groupes clés ; et
- découvrir les besoins et craintes qui se chevauchent et qui peuvent éclairer des approches créatives

⁶ Adapté à partir des travaux de : Fisher, S., et al. « Working with conflict: skills and strategies for action » (2000). New York, NY: Zed Books.



Annexe C - Exemple de documents d'information relatifs au HSAF : La transhumance au Nigéria et les élections de 2019

Introduction

L'escalade de la violence liée à la transhumance au Nigéria est un sujet de préoccupation pressant à l'approche des élections présidentielles, législatives et des gouverneurs de 2019. Les impacts du changement climatique poussent les éleveurs à se tourner davantage vers les terres agricoles du Middle Belt, à la recherche de pâturages fertiles pour le bétail. Les tendances révèlent que la violence intercommunautaire atteint son paroxysme pendant la saison sèche, qui coïncidera avec les élections présidentielles très disputées qui se tiendront en février 2019. Avec plusieurs États du Middle Belt comme champs de bataille potentiels pendant la période électorale, la violence intercommunautaire pourrait être assimilée à des affrontements liés aux élections, exacerbant les clivages existants entre les groupes. Cette situation a le potentiel d'être exacerbée par la criminalité et le banditisme dans la région, avec des groupes opportunistes tels que les voleurs de bétail, les insurgés, les milices ethniques et les groupes d'autodéfense qui organisent des attaques armées contre les communautés. Cette combinaison pourrait entraîner une violence collective meurtrière importante en 2019 dans le Middle Belt du Nigéria, si rien n'est fait.

Risques	Possibilités
<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Pics dans la violence intercommunautaire en saison sèche <input type="checkbox"/> Exacerbation des tensions entre groupes dans le Middle Belt pendant la période électorale <input type="checkbox"/> La hausse de la criminalité/du banditisme alimente la violence intercommunautaire et politique 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Coordination et coopération assurées par la CEDEAO avec les organisations internationales pour assurer le suivi des prochaines élections <input type="checkbox"/> Engagement de la CEDEAO auprès des gouvernements nationaux et États après les élections pour adopter les réformes structurelles sur les problèmes qui opposent les éleveurs aux agriculteurs <input type="checkbox"/> Dialogue avec les partis politiques et les dirigeants sur la réduction des discours de haine potentiels dans le Middle Belt

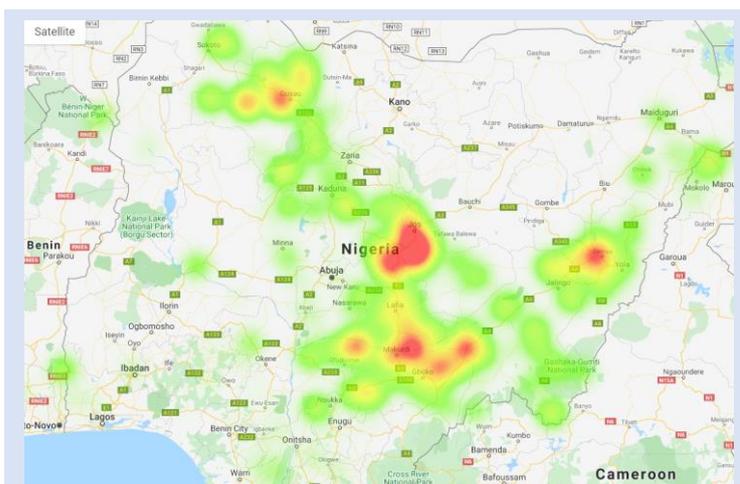
Contexte

Le conflit entre agriculteurs et éleveurs est une problématique multidimensionnelle qui est motivé par des problèmes persistants et à plus long terme tels que la dégradation de l'environnement, la croissance démographique, l'expansion des terres agricoles commerciales dans le Middle Belt et la prévention de l'accès aux itinéraires historiquement utilisés pour le pâturage. La violence liée à ce conflit a connu un pic au premier semestre 2018 avant de perdre en intensité vers la fin de l'année.

Cette situation obéit au modèle de ces dernières années, dans lequel la violence communautaire opposant les éleveurs aux agriculteurs est plus forte au cours des premiers mois de l'année, ce qui correspond à la seconde moitié de la saison sèche, avant de perdre en intensité au milieu de l'année, lorsque la saison des pluies commence. Cette dynamique est également entrée en jeu la dernière fois que ce conflit a connu un pic de violence majeur en 2014.

Historiquement, les agriculteurs et éleveurs du Nigéria ont entretenu une relation mutuellement bénéfique, les agriculteurs accordant aux éleveurs des droits de pâturage en échange de la fertilisation naturelle fournie par le bétail des éleveurs qui broutent sur les terres des agriculteurs. Au cours des dix dernières années, cette relation historiquement harmonieuse a été

déséquilibrée par des facteurs complexes et interdépendants tels que les pressions environnementales, la croissance de l'agriculture commerciale et l'insurrection de Boko Haram dans le Nord-Est, ce qui a entraîné une hausse des tensions et de la violence dans le Middle Belt au Nigéria. La violence est devenue de plus en plus meurtrière à mesure que les conflits entre agriculteurs et éleveurs se sont propagés. En 2012, la violence était concentrée dans l'État du Plateau, mais a fini par se propager à ceux de Benue, Taraba,



Carte thermique des violences mortelles entre agriculteurs et éleveurs, 2014 - 2018

Source : ACLED/ECOWARN

Acteurs clés et motivations

Agriculteurs

Viser à protéger les terres agricoles des dommages causés aux cultures

Éleveurs

Conduits vers le sud à la recherche de pâturages et d'eau pour les troupeaux

Milices ethniques et groupes d'autodéfense

Formées par les communautés agricoles pour protéger les cultures contre des troupeaux de pâturage, certains sont devenus de plus en plus violents

Associations/groupes d'éleveurs

Créé pour défendre au nom des éleveurs leurs droits d'utilisation des terres et un meilleur règlement des conflits

Voleurs de bétail/bandits

Des groupes criminels coordonnés et organisés qui volent le bétail et les biens, leur nombre s'accroît dans le Middle Belt



Acteurs clés et motivations

Hommes politiques/partis politiques/candidats

Peuvent contribuer à réduire les conflits, notamment par le biais de la législation et en évitant les propos incendiaires pendant les cycles électoraux

Chefs communautaires, traditionnels et religieux

Servent de médiateur en recourant aux mécanismes indigènes de règlement des conflits

Gouvernements des États

Contrôlent l'élaboration et l'application des lois sur le pâturage et de la législation anti-pâturage

Gouvernement national

Supervise les interventions de sécurité en cas de conflit et contrôle la législation nationale applicables aux questions opposant les agriculteurs aux éleveurs

Adamawa, Kaduna et Nasarawa à partir de 2013. Ces conflits sont complexes et induisent par un amalgame de facteurs à court, moyen et long terme.

L'agriculture emploie environ 70 % de la population active du Nigéria et représente environ 75 % des exportations non pétrolières.⁷ Le bétail représente environ 20 à 30 % de la production agricole totale et environ 60 % du cheptel de ruminants se trouve dans la zone semi-aride du nord du pays et est géré par des fermiers, ou des éleveurs comme on les appelle souvent.⁸ Les éleveurs s'engagent dans des mouvements de transhumance aléatoires et planifiés, principalement pour trouver des zones de pâturages et d'eau pour le bétail.

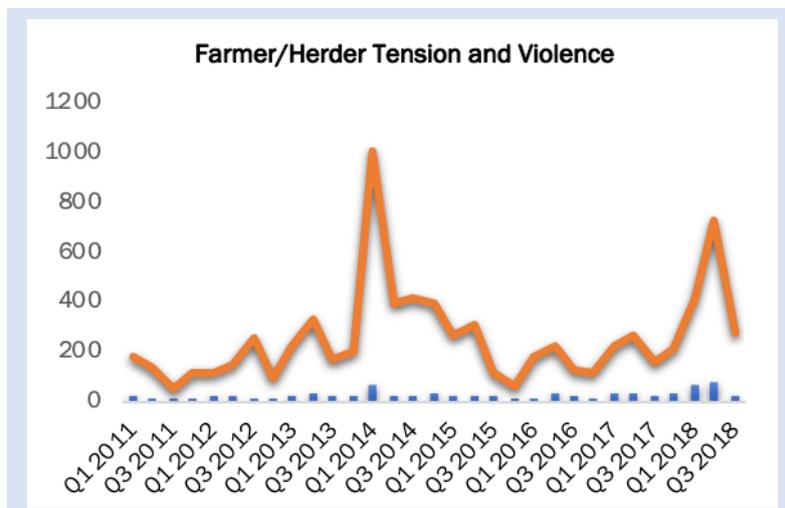
En outre, les tensions ont été exacerbées par l'insécurité dans le Nord-Est, l'intensification de la criminalité dans la région, l'intensification des tensions religieuses et la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC). Les milices, souvent formées selon des critères ethniques, ont été créées par des agriculteurs pour défendre leurs terres contre les éleveurs, se sont développées dans la région et sont devenues de plus en plus enclines à la violence. En outre, les nouvelles lois anti-pâturage dans les États de Benue et de Taraba exacerbent les tensions déjà palpables entre agriculteurs et éleveurs. À Benue, la Loi de 2017 sur la prohibition du pâturage libre et l'établissement de ranchs interdit l'élevage du bétail et le pâturage et appelle à la création de ranchs et à la réglementation du bétail.⁹ Une loi similaire a été adoptée à Taraba, mais le gouvernement de l'État a accepté de la suspendre afin de répondre aux préoccupations des éleveurs de l'État. Combinés à un effondrement social plus large des mécanismes religieux et traditionnels de règlement des conflits, ces facteurs ont contribué à un passage d'un conflit spontané à des attaques plus meurtrières et planifiées à l'avance. ~

⁷ Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural, L'alternative verte : La politique de promotion agricole 2016-2020, 2016..

⁸ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Le Nigéria en bref, <http://www.fao.org/nigeria/fao-in-nigeria/nigeria-at-a-glance/en/>.

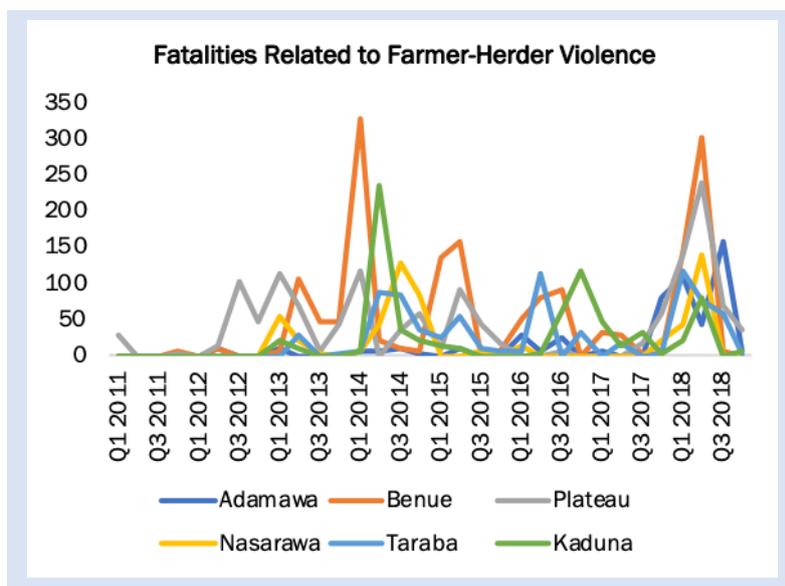
⁹ Loi de 2017 sur l'interdiction du pâturage libre et l'établissement de ranchs, État de Benue au Nigéria, <https://thenigerialawyer.com/wp-content/uploads/2018/01/law-pr.pdf>.

Tendances clés



La violence entre agriculteurs et éleveurs a été quelque peu cyclique ces dernières années, avec un nombre élevé de rapports faisant état de violence au premier trimestre de chaque année, qui coïncide avec la saison sèche au Nigéria. Le nombre de décès s'est accru de manière significative au premier trimestre 2014, puis

de nouveau au premier trimestre de l'année 2018. Ces pics d'actes de violence signalés étaient en grande partie dus soit à des attaques contre des communautés agricoles, qui auraient été perpétrées par des éleveurs, soit à des affrontements entre agriculteurs et éleveurs à propos des droits de pâturage.



Avec l'escalade des tensions et de la violence, la portée géographique du problème s'est également élargie. À la fin de l'année 2012 et au début de l'année 2013, la violence entre agriculteurs et éleveurs était largement concentrée dans l'État du Plateau, jusqu'à ce que le nombre de décès s'accroisse considérablement à Benue au premier trimestre 2014. D'autres États, dont Kaduna, Nasarawa et Taraba, ont

également connu une hausse des cas de conflits entre agriculteurs et éleveurs en 2014. En 2018, la violence s'est étendue à l'État d'Adamawa, où le nombre d'incidents de violence entre agriculteurs et éleveurs a été relativement faible par le passé.

Catalyseurs des conflits

Catalyseurs à long terme

- La détérioration de l'environnement (désertification) et la perte des réserves de pâturage poussent les éleveurs vers le sud
- La forte croissance démographique et l'expansion de l'agriculture réduisent les possibilités d'élevage dans le Middle Belt
- Les piliers les plus pertinents : Environnement, gouvernance

Au cours des dernières décennies, les éleveurs du Nigéria ont à la fois étendu leurs zones de pâturage plus au sud et sont restés plus longtemps étant donné que les conditions environnementales se sont de plus en plus détériorées dans le nord. Entre 1978 et 2008,

la durée moyenne de la saison des pluies annuelle est passée de 150 à 120 jours, tandis que le couvert forestier du pays a reculé de près de 60 % entre 1990 et 2015. Combinés à une croissance démographique rapide, ces changements ont contribué à la désertification, avec une superficie de plus de 350 000 km² perdus à cause du désert ou de conditions climatiques plus proches de celles du désert prévalant dans le grand nord déjà aride. La désertification se poursuit vers le sud au rythme de 0,6 km par an. 50 à 75 % des 11 États du nord du Nigéria et 10 et 15 % de la plupart des États du Middle Belt sont exposés à de graves risques.¹⁰

En outre, la plupart des 415 réserves de pâturage établies par le gouvernement régional du Nord dans les années 60 ont été perdues au profit de terres agricoles, d'infrastructures urbaines ou autres, ou d'intérêts commerciaux privés. Dans le même temps, l'agriculture dans le Middle Belt s'est développée et a connu des mutations. Les projets de développement des années 70 ont encouragé l'utilisation de pompes à eau et aidé les agriculteurs à exploiter les zones humides telles que les vallées fluviales et les plaines inondables, facilitant ainsi l'expansion de l'agriculture dans de nouvelles zones. En outre, le passage à des méthodes d'exploitation plus modernes a probablement bouleversé la relation symbiotique historique entre les agriculteurs et les éleveurs, à travers laquelle ces derniers fertilisaient les terres des premiers en échange de droits de pâturage.

¹⁰ Ministère fédéral de l'environnement, Politique nationale sur la désertification et la sécheresse, 2008



Catalyseurs à moyen terme

- Réduction de la capacité des services de sécurité et des mécanismes traditionnels de règlement des conflits
- Hausse des pressions dues à l'insécurité croissante, aux tensions religieuses et à la prolifération des armes de petit calibre
- Piliers les plus importants : Sécurité, criminalité, gouvernance

Au cours de la dernière décennie, l'insécurité s'est accrue dans le nord du Nigéria en raison de la montée en puissance de Boko Haram et de groupes de bandits de plus en plus importants et bien organisés. Rien qu'en 2013, l'on estime à 64 750 le nombre

de têtes de bétail volés et à près de 3 000 le nombre d'éleveurs tués dans la zone centre-nord. Cette hausse de l'insécurité a été favorisée par un accès facile aux armes de petit calibre en provenance d'Afrique de l'Ouest et de pays plus éloignés, dont la Libye. Les forces de sécurité ont également été débordées face à une multitude de menaces prévalant dans tout le Nigéria, notamment Boko Haram dans le nord-est, les groupes militants et sectaires dans le delta du Niger, et le vol de bétail au nord-ouest. En outre, si Boko Haram a tué aussi bien des chrétiens que des musulmans, il a également exacerbé les tensions religieuses, ce qui a conduit de nombreux chrétiens du Sud à se méfier ou à en vouloir aux éleveurs majoritairement musulmans.

L'on a également constaté une érosion de la légitimité et de l'influence des mécanismes traditionnels de règlement des conflits au niveau communautaire, sur lesquels l'on s'appuyait autrefois pour résoudre les problèmes entre éleveurs et agriculteurs. Le rôle de la police, des tribunaux et des dirigeants politiques locaux est de combler ce vide, mais ces nouveaux arbitres sont parfois mal perçus par les éleveurs du fait des cas de corruption signalés, des longues procédures judiciaires qui immobilisent les troupeaux et la perception selon laquelle les dirigeants politiques locaux ont un esprit partisan dans un environnement où les agriculteurs sont plus susceptibles d'être inscrits sur les listes électorales dans les États du Middle Belt. En outre, l'élevage de bétail est de plus en plus pratiqué par des jeunes adultes ou garçons, qui n'ont pas forcément de liens avec les autorités traditionnelles ou qui ne leur font pas confiance.

Catalyseurs à court terme

- Pièdre réponse aux alertes précoces
- Montée des milices
- Adoption de lois sur l'interdiction de pâturage au niveau de l'État
- Piliers les plus importants : Sécurité, gouvernance

En ce qui concerne certaines franges de la population nigériane, l'on a le sentiment que la réponse du gouvernement à la violence entre éleveurs-agriculteurs a été limitée. Les éleveurs font valoir que le gouvernement n'a procédé à aucune arrestation pour le

meurtre d'environ 1000 éleveurs peuls et l'abattage ou le vol de deux millions de têtes de bétail entre juin 2017 et janvier 2018. Par exemple, le gouverneur de Benue, Samuel Ortom, a affirmé n'avoir reçu aucune réponse aux lettres transmises au Président Buhari et aux chefs de la sécurité fédérale jusqu'en 2017 pour les alerter du danger d'attaques



des milices d'éleveurs contre les agriculteurs de son État.¹¹ Certaines communautés d'agriculteurs partagent largement le sentiment que le gouvernement n'a pas suffisamment réagi aux attaques des groupes armés et ne les a pas suffisamment protégées. En réponse à ce manque perçu de réponse efficace, les milices ethniques des groupes d'éleveurs et d'agriculteurs sont devenues plus importantes et mieux armées et ont changé la nature de leurs attaques, se lançant de plus en plus dans des attaques en employant la technique de la terre brûlée qui rasant les villages et causent la mort de civils, une situation qui mobilise aussi bien les forces de police que les forces militaires envoyées pour réprimer la violence. Les interdictions de pâturage au niveau étatique dans les États de Benue et de Taraba ont aggravé le conflit. Signée en mai 2017, la première interdiction est entrée en vigueur au mois de novembre qui a suivi et la seconde a pris officiellement effet en janvier 2018, mais son application a été suspendue en février. Bien qu'elles ne soient pas à l'origine de la violence, ces lois ont accru les perceptions de marginalisation du côté des éleveurs et ont probablement contribué à la propagation de la violence ; la loi de Benue a provoqué un exode des éleveurs vers les États de Cross River, de Taraba et surtout de Nasarawa à la fin du mois de novembre 2018.

Considérations liées au genre

Les conflits fonciers et communautaires entre agriculteurs et éleveurs ont créé un climat général d'insécurité qui a des répercussions directes et perceptibles sur les hommes et les garçons, les femmes et les filles. Dans ce contexte d'insécurité, les femmes et les filles deviennent souvent la cible de la violence et des troubles. Des incidents tels que les mariages forcés, les agressions sexuelles, les déplacements et la destruction des moyens de subsistance, ont tous eu des répercussions importantes sur les femmes et les filles. Outre le fait d'être victimes d'attaques physiques directes, les effets des déplacements et l'accroissement de la vulnérabilité économique et sociale continuent d'avoir une incidence sur la vie quotidienne des femmes et des filles longtemps après la fin du conflit. Ces vulnérabilités doivent être prises en compte par tout programme visant à traiter le coût humain des personnes touchées par un tel conflit. Cela peut se faire en coordination avec les organisations locales qui œuvrent à la fourniture de services sociaux et à l'autonomisation des femmes.

Scénarios

Vous trouverez ci-dessous trois scénarios potentiels relatifs à la violence entre agriculteurs et éleveurs et aux élections de 2019, rédigés à partir d'une perspective qui couvre la

¹¹ Baiyewu, Leke et John Charles. « Blame Buhari, Osinbajo, NSA, IG for Benue killings, Ortom tells Senate » *The Punch* . Le coup de poing. 14 janvier 2018.



période allant du milieu à la fin de l'année 2019. Les scénarios sont éclairés par les conditions de base, les tendances et les facteurs décrits ci-dessus et chacun d'eux envisage les voies possibles pour le proche avenir, sur la base d'événements importants tels que les élections de 2019 et les actions des acteurs clés. Le premier scénario est le scénario le plus probable, qui représente l'avenir le plus plausible, excluant tout(e) développement ou action inattendu(e). Le deuxième scénario est le pire scénario possible, qui représente un cas où plusieurs facteurs servent à exacerber davantage la crise. Le troisième est le meilleur scénario possible, qui représente un cas dans lequel une action forte de la part des principaux acteurs contribue à une amélioration de la dynamique de la crise.

→ Scénario le plus probable

- Utilisation occasionnelle de discours de haine et de rhétorique incendiaire pendant les élections
- Peu de progrès en matière de politique sur le pâturage au niveau national ou étatique
- Les tendances des conflits entre agriculteurs et éleveurs demeurent similaires à celles de 2018

Le niveau de violence entre éleveurs reste similaire à celui de 2018, et les élections n'engendrent pas de violence communautaire généralisée. Les élections dans le Middle Belt sont caractérisées par l'adoption occasionnelle de discours de haine diffusés par les partisans sur les médias sociaux, mais cette situation n'exacerbe

pas de manière significative les tentatives d'exploitation des questions controversées similaires dans le delta du Niger ou au Nord-Est. Certaines divisions entre éleveurs et agriculteurs se manifestent le long des clivages politiques - notamment à Kaduna, où des divisions de longue date dues à la violence pendant la période électorale de 2011 subsistent. Toutefois, dans l'ensemble, les grands partis de la plupart des États se livrent à une concurrence pour des groupes d'électeurs similaires et sont donc peu enclins à adopter des positions opposées sur la question. L'élection est marquée par des allégations d'achat de votes et de suppression de noms d'électeurs. Cependant, étant donné la marge de victoire relativement importante au niveau des élections présidentielles, ces allégations impliquent trop peu de votes pour mettre en doute l'ensemble du processus, et elles sont rejetées sans susciter trop de protestations. La coordination et la communication entre les groupes de la société civile et les services de sécurité permettent de faire face aux incidents de violence qui éclatent au lendemain des élections.

En dépit des changements intervenus à la suite des élections au niveau national et étatique, peu de progrès ont été réalisés dans la conception ou la mise en œuvre de politiques susceptibles de s'attaquer aux éléments catalyseurs sous-jacents du conflit entre éleveurs et agriculteurs. La seule exception en la matière est l'État de Taraba ; le succès relatif de la suspension de l'application de pâturage proposé par cet État encourage le nouveau gouvernement à engager un dialogue constructif à la fois avec les agriculteurs et les éleveurs. Des signes laissent penser que le conflit s'étend à de nouveaux États, notamment celui de Cross River et plusieurs États du sud, qui intensifient leur rhétorique anti-pâturage et leurs discussions sur les interdictions de pâturage.

→ Pire scénario possible

- ❑ Divisions entre éleveurs et agriculteurs manipulées par les hommes politiques et leurs partisans pendant l'élection
- ❑ Rhétorique incendiaire des hommes politiques et diffusion de d'informations erronées
- ❑ Des élections contestées ont entraîné des protestations, éloignant les forces de sécurité du Middle Belt
- ❑ Adoption de lois d'interdictions de pâturage
- ❑ Propagation de la violence entre agriculteurs et éleveurs aux États voisins

La violence entre éleveurs s'intensifie au début de l'année 2019 et adopte des caractéristiques de plus en plus partisans. Les grands partis politiques tentent de se servir de ce problème pour motiver leurs partisans à l'approche d'élections très disputées, ce qui conduit à un large recours aux discours de haine et à une rhétorique polarisante. Les États du Middle Belt représentant des enjeux importants pour les élections - quatre des cinq États ayant la marge la plus étroite

pour l'élection présidentielle de 2015 se trouvaient dans la région - les campagnes sont entachées de violence. Les accusations d'atrocités - réelles ou inventées - se sont rapidement répandues par le biais de WhatsApp et d'autres réseaux sociaux, et peu d'hommes politiques tentent de faire baisser la tension.

Les résultats des élections sont contestés, donnant lieu à des allégations d'achat de votes et de suppression de noms d'électeurs. À cela s'ajoutent certains problèmes techniques rencontrés par l'INEC, qui ont entraîné des contestations judiciaires et une incertitude quant aux résultats définitifs des élections. Le personnel de sécurité publique a été redéployé depuis le Middle Belt afin de faire face aux protestations et à la violence à grande échelle qui ont suivi l'incertitude électorale. Combinés aux forces qui avaient déjà quitté la région après la fin de l'opération dénommée « *Tourbillon II* » pour lutter contre la résurgence de Boko Haram au nord-est, les militaires sont obligés de recourir à des attaques aériennes dans la mesure où la violence entre agriculteurs et éleveurs s'accroît pendant et après les élections. Tout comme les rapports de décembre 2017 à Adamawa, les frappes aériennes entraînent des dommages collatéraux pour les civils, ce qui ne fait qu'en rajouter à la tension et éroder la confiance dans l'armée et le gouvernement fédéral.

En dépit de la résolution des problèmes liés aux élections et de l'arrivée de la saison des pluies en juin, les niveaux de violence communautaire continuent de s'accroître. Les nouvelles administrations de certains États décident d'adopter des lois sur l'interdiction de pâturage - semblables aux lois adoptées en 2017 dans les États de Benue et de Taraba, respectant ainsi les promesses de campagne faites à leurs partisans. Dans d'autres États, les milices pro-agriculteurs, qui opéraient auparavant essentiellement selon des critères ethniques, commencent à prendre des mesures provisoires pour coordonner leurs activités. Les affrontements entre éleveurs et agriculteurs se sont étendus aux États voisins tels que ceux de Bauchi, Cross River et Kogi, et le risque de conflit communautaire demeure élevé alors que les niveaux de précipitation prévus pour la saison des pluies sont plus faibles.

→ Meilleur scénario possible

- Diffusion de messages de paix par les partis politiques et les hommes politiques
- Collaboration entre les forces de sécurité et les groupes locaux de la société civile
- Adoption de législations sur le pâturage
- Dialogues visant à créer la confiance et forums intercommunautaires
- Coopération régionale

Suite à la baisse de la violence entre agriculteurs et éleveurs à la fin de 2018, la désescalade se poursuit en dépit de l'élection très disputée. L'élection de 2019 compte nettement moins d'incidents de violence mortelle que lors des cycles précédents. Le gouvernement joue un rôle important dans la désescalade au niveau national. Suite à la signature d'un accord

de paix relatif aux élections en décembre 2018, les partis politiques et les candidats appellent à une campagne pacifique et dénoncent l'utilisation d'un langage incendiaire et de discours de haine.

Certes, les États tels que le Plateau et Adamawa, qui étaient censés être des foyers de violence, ont connu des incidents de violence liés aux élections, mais les forces de sécurité ont largement maintenu un processus électoral pacifique. La collaboration entre la police et les groupes locaux de la société civile a permis une surveillance plus efficace des élections. L'État d'Adamawa a été le théâtre d'affrontements acharnés lors de l'élection présidentielle. Liée à l'escalade des conflits entre agriculteurs et éleveurs, cette situation, fait craindre que les hommes politiques n'attisent l'hostilité ethno-religieuse afin de promouvoir leur ascension politique. Les mesures prises à l'approche des élections contribuent à atténuer ce type de tension et de violence. Les dialogues et forums intercommunautaires organisés au niveau étatique et local contribuent à rétablir la confiance au sein des communautés divisées. En outre, les hommes politiques respectent largement leur engagement à éviter le langage et les techniques de campagne qui pourraient déclencher la violence, en particulier dans les zones déjà marquées par des clivages ethniques et religieux.

Des solutions à plus long terme commencent également à atténuer la violence entre agriculteurs et éleveurs, notamment l'adoption d'une législation sur le pâturage et la poursuite du dialogue entre les communautés après les élections. Le travail du gouvernement fédéral avec les gouvernements des États visant à aménager des réserves de pâturage contribue à atténuer certaines des tensions entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. En outre, les efforts déployés par la police et les forces de sécurité et de défense civile du Nigéria en vue de faire face aux attaques contre les communautés agricoles en mettant l'accent sur des mesures préventives, telles que le dialogue communautaire et l'amélioration de l'alerte et de la réponse précoces, commencent à atténuer plus efficacement la violence entre agriculteurs et éleveurs. Les efforts déployés au niveau régional pour gérer les mouvements transfrontaliers des



éleveurs et lutter contre le trafic d'armes jouent également un rôle important dans la résolution du problème qui oppose les éleveurs aux agriculteurs. Les efforts continus déployés par la CEDEAO en vue d'œuvrer en collaboration avec les gouvernements du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger à la conclusion d'un accord sur la manière de régler la question du pastoralisme transhumant constituent un élément important pour parvenir à une solution à long terme.

Conclusion

Sur la base des précédents historiques et des trois scénarios prévus détaillés ci-dessus, les affrontements entre éleveurs et agriculteurs qui ont connu une escalade en 2018 dans une grande partie du Middle Belt au Nigéria ont eu des implications dans tous les domaines thématiques de la sécurité humaine. Certaines de ces implications, telles que les approches en matière de politiques adoptées par les gouvernements nationaux et les États, peuvent être traitées dans un délai relativement court. D'autres, en particulier la désertification du nord, ne peuvent être traitées que sur le long terme, si tant est qu'elles puissent l'être. Au cours des dernières années, le niveau de violence causé par ces affrontements a généralement baissé pendant la saison des pluies et s'est accru pendant la saison sèche. Toutefois, les élections de février 2019 devraient avoir une influence majeure sur l'orientation future de ce problème. Même si ces élections proprement dites sont moins violentes que celles des cycles précédents, si les éléments catalyseurs sous-jacents ne sont pas pris en compte, il est peu probable que le conflit s'atténue, et plus probable qu'il s'intensifie, dans les années à venir. Cette situation imposera une pression supplémentaire aux services de sécurité nigériens, en réduisant leur efficacité face à d'autres menaces nationales et régionales et continuera à mettre en mal la légitimité et l'efficacité perçues du gouvernement dans son ensemble.